



### DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ

# Le Congo bénéficie d'un appui financier de la BEI



Le Premier ministre Clément Mouamba entouré des membres des deux délégations

La Banque européenne d'investissement (BEI), en partenariat avec la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC) et la Société générale Congo (SGC) vient d'apporter un financement d'un montant global de 65 millions d'euros visant à soutenir les investissements du secteur privé au Congo et dans la région Cémac. Cet accord de financement a été signé respectivement par la ministre du Plan, Olga Ingrid Ebouka Babackas pour le compte du Congo, Ambroise Fayolle, vice-président de la BEI, Fortunato-OfaMbo Nchama, président de la BDEAC et Alain Calmels, directeur général de SGC.

Page 3

### COVID-19

## Le début de la vaccination annoncé pour mi-mars au Congo

A l'issue de sa dix-septième réunion tenue le 3 mars à Brazzaville, la Coordination nationale de gestion de la pandémie de covid-19 a annoncé le début probable de la vaccination le 15 mars. Se prononcer dès que possible sur les catégories de la population devant recevoir prioritairement

les 100.000 doses du vaccin Sinopharm et le million de doses du vaccin Spoutnik V résultant de l'acceptation de la facilité proposée par les Emirats arabes unis, fait partie des recommandations de la réunion de la Coordination nationale.

Il sera également question de

faire venir, dans les meilleurs délais, le don de la Chine composé de 100.000 doses de vaccins Sinopharm tout en accélérant le processus d'entrée, le plus tôt possible, des doses de vaccin prévues dans le cadre des facilités dites Covax et de l'Union africaine.

Page 5

### FOOTBALL

## La Fecofoot valide la fin du contrat de Valdo

Réunie en Comité d'urgence, le 3 mars, la Fédération congolaise de football (Fecofoot) a validé la fin du contrat du sélectionneur national des Diables rouges seniors, Valdo Candido Filho, dont le contrat avec l'équipe nationale arrivera à son terme le 15 mars. En attendant de connaître son successeur, et au regard des échéances à venir, notamment les matches de la 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup>



journée des éliminatoires de la CAN Cameroun 2021 contre le Sénégal et la Guinée-Bissau, le comité d'urgence a mis en place une coordination technique des Diables-rouges gérée par Gaston Tchiangana en tant que coordonnateur avec pour adjoint Noel Minga Tchibinda «Pepé» et Barthélemy Ngatsono comme entraîneur par intérim.

Page 9

### PRÉSIDENTIELLE DU 21 MARS 2021

## Le corps électoral estimé à plus de 2,5 millions d'électeurs

Au cours d'une conférence de presse animée le 4 mars à Brazzaville, le président de la Commission nationale électorale indépendante, Henri Bouka, a présenté le bilan provisoire de l'opération de révision extraordinaire des listes électorales.

Il en ressort que 2 545 578 électeurs sont attendus le 21 mars aux urnes, dont 335 000 nouveaux inscrits en attendant l'établissement des listes définitives. Par ailleurs, Henri Bouka a rassuré l'auditoire que des dispositions sont prises pour que les agents de la force publique ne participent pas au vote général.

Page 2



### Editorial

## À vos marques !

Page 2

## ÉDITORIAL

## A vos marques !

Ainsi donc débute ce matin la campagne pour l'élection présidentielle dont le premier tour se tiendra le 21 mars prochain. Une campagne de deux longues semaines durant laquelle les sept candidats en présence vont devoir prouver aux électrices et aux électeurs qu'ils ont toutes les qualités requises pour exercer la magistrature suprême. D'où cet appel que les coureurs sportifs de haut niveau connaissent bien car il marque le début des grandes compétitions : « A vos marques ! Prêts ? Partez ! ».

Ce qu'il faut espérer dans le temps très particulier que nous allons vivre c'est bien que la campagne qui débute se déroule dans le calme et la sérénité sur toute l'étendue du territoire national. Exactement comme cela se passe dans le champ des sports de haut niveau, il ne faut pas qu'elle soit marquée par des violences physiques, verbales ou autres qui en perturberaient profondément le déroulement, projeteraient une image détestable de notre jeune démocratie, dissuaderaient aussi les citoyens de se rendre le jour venu dans les bureaux de vote afin de déposer leur bulletin dans l'urne.

Pour nous qui observons avec attention la société civile dans son ensemble, il est clair que les Congolais, dans leur grande majorité, attendent de la campagne qui débute des informations précises, claires, concrètes sur les projets des candidats pour lesquels ils voteront le moment venu. Quel que soit le camp politique dans lequel ceux-ci se rangent ils devront énoncer leur programme avec des arguments cohérents à l'appui et donc asseoir leur crédibilité sur des promesses qui ne relèvent ni du rêve, ni de la poésie, ni du fantasme.

Ce qui précède est d'autant plus important que la nation congolaise est durement frappée par les événements qui ont marqué les derniers mois, la pandémie du coronavirus en particulier dont les effets sociaux, financiers, économiques s'avèrent graves comme on pouvait s'y attendre. Redonner confiance et foi en l'avenir aux Congolais est certainement la clé de voûte du scrutin présidentiel qui approche à grands pas.

Regardons donc avec attention ce qui va se faire, se dire dans les prochains jours et voyons si la raison l'emportera sur la passion comme chacun de nous l'espère.

Les Dépêches de Brazzaville

## PRÉSIDENTIELLE 2021

## Le corps électoral estimé à plus de 2,5 millions d'électeurs

Selon le bilan provisoire dressé par le président de la Commission nationale électorale indépendante (CNEI), Henri Bouka, après la révision extraordinaire des listes électorales, 2.545.578 électeurs dont 335 000 nouveaux inscrits sont attendus.

Le président de la CNEI a, en effet, au cours d'une conférence de presse animée le 4 mars, rassuré que la prochaine élection présidentielle se déroulera conformément aux principes légaux. « En ce qui concerne le vote général, nous avons l'ancien corps électoral issu des élections législatives et locales de 2017, auquel nous avons ajouté les nouveaux inscrits de 2021, qui est de 2.545.578 électeurs en attendant les listes définitives », a annoncé Henri Bouka.

S'agissant du vote anticipé des agents de la force publique du 17 mars, il a rappelé que conformément à la loi électorale, aucun bureau de vote ne sera implanté dans une caserne militaire. Pour ce faire, le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation a rendu publics les centres de bureaux de vote. Concernant le vote multiple des militaires, policiers et gendarmes que certains candidats craignent, Henri Bouka a indiqué que des dispositions ont été prises pour que les éléments de la force publique ne puissent pas prendre part au vote général du 21 mars prochain.

« Il n'y a aucun Etat qui organise la fraude. La direction générale des affaires électorales a reçu la mission de soustraire les noms des agents de la force publique sur les



Henri Bouka

listes électorales générales. Les seuls militaires qui vont voter le 21 mars se sont ceux qui ont déjà fait valoir leurs droits à la retraite », a assuré le président de la CNEI, sans exclure quelques cas isolés qui pourraient être constatés. Henri Bouka est également revenu sur les garanties d'une élection apaisée et transparente. D'après lui, plusieurs dispositions de la loi électorale garantissent la crédibilité du processus électoral. Il a cité la présence des délégués de chaque candidat dans les bureaux de vote, des observateurs nationaux et étrangers, des membres de la Cour constitutionnelle dont le rôle est de veiller à la régularité de l'élection présidentielle. Des dispositions que la CNEI a reprises dans une brochure

actuellement en cours de distribution auprès de tous les acteurs impliqués dans le processus électoral.

« Ce sont les garanties qui sont dans la loi. Notre souverain absolu c'est la loi qui est obligatoire à tous », a insisté Henri Bouka.

Insistant sur une élection apaisée, il a appelé les candidats à présenter et défendre leurs programmes respectifs à partir desquels ils veulent obtenir le suffrage du peuple. Ainsi, ils doivent éviter des discours ou messages qui sont de nature à remettre en cause l'unité nationale et la paix.

Quant au respect des délais, il a rassuré que la commission est en train de travailler pour la production des cartes d'électeurs.

Parfait Wilfried Douniama

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo

## Secrétaire des rédactions :

Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,  
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

## LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou  
Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaïne Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-donnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa,  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni Masela  
Sports : Martin Enyimo  
Comptabilité et administration : Lukombo  
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa  
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

## PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,  
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,  
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,  
Dani Ndongidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,  
Sylvie Addhas

## Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

## Commercial Pointe-Noire :

Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :  
Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,  
Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé  
Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo  
IMPRIMERIE  
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),  
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service),  
Eustel Chrispain Stevy Oba,  
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,  
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -  
République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,  
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,  
République du Congo  
Tél. : (+242) 06 895 06 64  
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## SECTEUR PRIVÉ

# Le Congo bénéficie d'un appui financier de la BEI

Un accord de financement d'un montant de 65 millions d'euros a été signé le 3 mars à Brazzaville, entre le gouvernement congolais, la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Société générale Congo. Il vise à soutenir les investissements du secteur privé en République du Congo et dans la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).

Cet accord permettra à la Société générale Congo qui a octroyé 15 millions d'euros, d'accroître la capacité de financement des petites et moyennes entreprises (PME) au Congo et de répondre à leurs besoins de fonds de roulement ou de financement des projets d'investissement.

Hormis cet accord de financement en faveur des PME congolaises, la BEI a signé deux autres accords avec la Banque de développement de l'Afrique centrale (BDEAC), portant sur une assistance technique pour favoriser la transformation numérique dans les secteurs privé et public à travers une nouvelle ligne de crédit de 50 millions d'euros soit 32 milliards de FCFA.

Pour le président de la BDEAC, Fortunato-Ofa Mbo Nchama, ce nouveau soutien de la BEI permettra à sa structure d'accroître les financements ciblés en Afrique centrale. « Le secteur privé constitue un moteur de croissance économique et de



Les deux parties lors de la signature de l'accord Adiac

création d'emplois. Il est donc essentiel d'améliorer l'accès au financement pour les acteurs économiques afin de favoriser le développement des activités, la création d'emplois et les investissements permettant de

lutter contre la pandémie de Covid-19 », a-t-il déclaré.

Et de poursuivre : « les ressources obtenues de la BEI serviront à bâtir un secteur privé performant en Afrique centrale. Enfin, la rareté de financements adap-

tés étant la principale préoccupation des investisseurs privés dans notre zone économique, la présente ligne de crédit de 50 millions d'euros constitue à ce titre une réponse partielle qui leur est apportée conjointement

par la BDEAC et la BEI ».

De son côté, le Premier ministre Clément Mouamba a indiqué que les nouveaux accords conclus avec la BEI, notamment la mobilisation de 65 millions d'euros de nouveaux financements pour le secteur privé, contribueront à renforcer l'activité économique, à relever les défis sociaux et à améliorer les services publics dans l'ensemble du pays. « Je me félicite de l'engagement résolu de la BEI aux côtés de l'Afrique et de la République du Congo. Les nouveaux accords confirmés ce jour permettront aux Congolais et à des milliers d'entreprises du pays de bénéficier du savoir-faire technique et financier unique de la BEI », a-t-il renchéri.

Pour sa part, Ambroise Fayolle, vice-président de la BEI s'est réjoui de soutenir ces trois nouvelles initiatives dans le but d'accompagner le développement économique du Congo et de la sous-région.

Gloria Imelda Lossele

## COVID-19

## L'état d'urgence sanitaire prorogé à compter du 5 mars

Le Sénat et l'Assemblée nationale ont approuvé, le 4 mars à Brazzaville, le projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire en République du Congo à compter du 5 mars pour une durée de 20 jours.

Le rapport de la Commission affaires juridiques et administratives du Sénat présenté à cet effet montre que la situation épidémiologique de la Covid-19 au Congo fait apparaître une réelle décrue de la pandémie au mois de février 2021.

Le nombre de malades et celui des décès enregistrés dans le pays sont en baisse. Le taux de positivité fléchit légèrement et passe à 6% à la même période. D'après le rapport de la task-force près la Coordination nationale de gestion de la pandémie, on ne comptait en date du 26 février que 66 malades hospitalisés dont 50 à Brazzaville. Un mois plus tôt, soit le 28 janvier, ils étaient 151 dans les différentes structures sanitaires du pays.

D'après le ministère de la Santé, le Congo a recensé au total 9179 cas positifs à la Covid-19, sur un peu plus de 100.000 personnes testées depuis le 14 mars 2020, soit un taux de positivité national de 8,8%.

Au 22 février 2021, 7514 personnes étaient déclarées guéries et 1178 cas actifs étaient comptabilisés ; 131 décès sont à déplorer depuis le 14 mars 2020, soit un taux de létalité de 1,45%.

A l'instar des précédentes prorogations, après un examen de la situation d'ensemble, le comité d'experts tout en prônant la vigilance et le maintien des mesures de prévention habituelles, a préconisé de donner la priorité à la vaccination des populations qui devrait commencer autour du 15 mars prochain.

Jean Jacques Koubemba

## PRÉSIDENTIELLE DE 2021

## Les séniors du quartier Poto-Poto favorables au candidat Denis Sassou N'Guesso

Le Club JDK 3e âge dont la présidence est confiée au député de Poto-Poto I, Jean de Dieu Kourissa, s'est dit, le 3 mars à Brazzaville, satisfait des œuvres sociales réalisées par le président Denis Sassou N'Guesso et témoigne son attachement en sa faveur.



Vue des personnes du 3e âge dans la salle polyvalente de Poto-Poto Adiac

En effet, à l'approche de la présidentielle de mars 2021 au Congo, les regards sont également tournés vers les électeurs du troisième âge. Les séniors sont plus traditionalistes et fidèles à la transmission de leur patrimoine, des valeurs habituellement mises en avant par le député Jean de Dieu Kourissa dont le « Vivre ensemble », le social et la paix. « Vous avez conclu un contrat avec les séniors. Ce contrat est avant votre engagement person-

nel. S'il y a aide et réalisations de plusieurs actions en faveur des séniors c'est grâce à la paix retrouvée. Nous ne vous trahirons pas car nous sommes un électorat plus sûr. Nous affirmons notre soutien pour le candidat Denis Sassou N'Guesso parce qu'il est convenable pour la paix », a indiqué Jean Bruno Apollinaire Kimbima, président du Club à Brazzaville. Le Club JDK 3e âge s'est souvenu encore de l'acquisition des tensio-

mètres, la mise à disposition d'un médecin au centre de santé intégré, l'achat et la distribution des vivres et non vivres au bénéfice des séniors. L'implantation d'une pharmacie dont l'achat des médicaments est en rabais et l'allocation gratuites de bourses aux séniors y compris l'assistance physique et morale.

Le Club JDK 3e âge regroupe plusieurs centaines des personnes du troisième âge des arrondissements de Brazzaville. Il a des représentations dans les quartiers de Baongo, Kinsoundi, Makélékélé, Kingouari et Ngangalingolo.

« Il est de notre devoir de vous accompagner pour la vie que vous nous avez donnée. Les personnes du troisième âge représentent la paix et la sagesse. Vous êtes des électeurs fidèles et sensibles à la paix, la concorde et à l'unité. Nous allons continuer à mettre en place le bureau national de ce Club », a déclaré le député Jean de Dieu Kourissa.

Fortuné Ibara

## COOPÉRATION

# La Société financière internationale disposée à soutenir le secteur privé congolais

En séjour de travail à Brazzaville, le 2 mars, Sylvain Kakou, le représentant pour l'Afrique centrale de la Société financière internationale (IFC), filiale de la Banque mondiale, a évoqué la nécessité d'aider à la transformation du tissu économique local et à la consolidation des petites et moyennes entreprises (PME) locales.

Le nouveau représentant pour l'Afrique centrale de l'IFC s'est entretenu, le 2 mars, avec le ministre des Finances et du Budget, Calixte Nganongo, et son collègue délégué en charge du Budget, Ludovic Ngatsé. Cette rencontre de prise de contact a porté sur le rôle qu'entend jouer l'institution financière internationale dans la relance de l'économie nationale et l'essor des secteurs à fort impact économique.

« Nous avons une nouvelle approche que nous sommes venus discuter avec les autorités congolaises pour comprendre réellement la dynamique de l'économie congolaise, les réalités et les priorités qui nous permettraient d'engager, plutôt que d'attendre, les projets. Il s'agissait également de

voir comment on peut travailler sur des initiatives et des chaînes de valeur qui ont un effet ou un impact beaucoup plus large à toucher un plus grand nombre d'acteurs », a indiqué Sylvain Kakou.

L'un des chantiers de la transformation du tissu économique local, ajoute-t-il, c'est de réduire le poids de l'informel. Beaucoup d'acteurs qui interviennent dans l'économie sont dans l'informel, de taille micro-entreprises ou petites entreprises. Ce paysage empêche l'IFC d'intervenir dans le pays, par l'intermédiaire d'organismes financiers, tels que les banques et les microfinances. « Notre intervention consiste non seulement à développer les capacités des opérateurs, mais aussi à apporter le financement pour



Sylvain Kakou s'adressant à la presse/DR

les activités existantes ou de nouvelles activités entrepreneuriales, telles que l'agriculture et la construction », a-t-il ajouté. Il faut rappeler que l'IFC est une institution financière

membre du groupe de la Banque mondiale. Créée en 1956, elle est la principale institution de développement axée sur le secteur privé dans les pays émergents. Basée à Washington (Etats-Unis), la Société financière internationale est présente dans 100 pays à travers le monde.

Les principales missions de l'IFC sont d'investir dans des entreprises sous forme de prêts, de prises de participation, de titres de créance et de garanties ; de mobiliser des capitaux auprès d'autres sources de financement et d'investisseurs, notamment sous forme de participations aux prêts ou de prêts parallèles ; de dispenser des conseils aux entreprises et aux pouvoirs publics afin d'encourager l'investissement privé et d'améliorer le climat de l'investissement.

Fiacre Kombo

## AFRIQUE

## Le Congo sélectionné pour le test 5G

Pour introduire la technologie 5G sur le marché africain, dès que possible, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) collaborera avec l'UIT, l'Onudi et les partenaires techniques.

La République du Congo, le Cameroun, le Rwanda, l'Afrique du Sud, le Kenya, le Zimbabwe, le Maroc et le Sénégal sont les pays sélectionnés pour entreprendre le test visant à établir un partenariat et à mettre en œuvre des tests 5G dans certains pays africains pour leur permettre d'exploiter pleinement le potentiel numérique et les avantages de la numérisation pour le développement du continent.

« La période du test serait négociée et convenue avec les opérateurs et les régulateurs des pays respectifs, afin d'obtenir un permis temporaire pour la durée du test », indique le communiqué de presse. « Le développement de la technologie 5G n'est pas un exercice d'ingénierie, mais plutôt une réponse aux besoins croissants de communication et de données de tous les secteurs de la société », poursuit le document.

Le déploiement de la 5G offrira aux opérateurs la possibilité d'améliorer leurs activités et services de consommation existants et, de s'attaquer aux chaînes de valeur jusqu'à inexploitées dans la numérisation

des industries. Comme cette technologie ouvre de nouvelles opportunités dans un nouvel écosystème, les tests définiront les accords de partenariat nécessaires à sa mise en œuvre.

Notons que les tests seront menés en étroite collaboration avec les gouvernements et les opérateurs télécoms locaux pour s'assurer que toutes les dispositions réglementaires sont mises en place pour permettre de réallouer le spectre existant pour la 5G dans le milieu de gamme (par exemple 3,5 GHz) et les micro-ondes et millimètres. Bandes de fréquences Wave (mmWave) (par exemple 26 GHz).

Les projets de test 5G impliquent une gamme de partenaires des organisations des Nations unies (UIT, Onudi etc.), des opérateurs de télécommunications et des régulateurs, les industries qui peuvent représenter différents domaines, y compris les fournisseurs et fabricants de matériels, les fournisseurs d'outils de test et de surveillance, la recherche et l'analyse, les entreprises et opérateurs de réseaux.

Lopelle Mboussa Gassia

## LUTTE CONTRE LA POLIOMYÉLITE

## Le programme élargi de vaccination doté d'équipements modernes

La ministre en charge de la Santé, Jacqueline Lydia Mikolo, a inauguré le 4 mars les nouveaux locaux du Programme élargi de vaccination (PEV) avant de le doter d'ordinateurs et d'autres équipements.



La ministre de la Santé lors de l'inauguration du centre Adiac

La mise en place du centre des opérations d'urgence polio est le fruit du partenariat entre la République du Congo et l'initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite. Ce centre qui voit le jour quelques mois après la détection des cas de polio dans le département du Kouilou va permettre de prévenir et d'éradiquer la maladie au Congo.

La population pourra désormais bénéficier de la vaccination élargie tout en améliorant les performances du PEV dans l'accomplissement de ses missions.

Pour la ministre Jacqueline Lydia Mikolo, ce centre est un espace de travail en matière technologique qui permettra de faciliter la collecte, la conservation et le traitement des données. Elle a estimé que ce centre dédié au polio va servir pour les autres maladies évitables par la vaccination.

Notons que la cérémonie d'inauguration de ce centre s'est déroulée en présence des représentants du Fonds des Nations unies pour l'enfance.

Rude Ngoma

## COVID-19

# La vaccination pourrait débuter le 15 mars au Congo

A l'issue de sa dix-septième réunion tenue le 3 mars à Brazzaville, la Coordination nationale de gestion de la pandémie de Covid-19 a proposé au gouvernement de lancer la campagne de vaccination dans deux semaines.

« Se prononcer dès que possible sur les catégories de la population devant recevoir prioritairement les 100.000 doses du vaccin Sinopharm et le million de doses du vaccin Spoutnik V résultant de l'acceptation de la facilité proposée par les Emirats arabes unis », fait partie des recommandations de la réunion de la Coordination nationale de gestion de la Covid-19. Il sera également question de faire venir, dans les meilleurs délais, le don de la Chine composé de 100.000 doses de vaccins Sinopharm tout en accélérant le processus d'entrée en possession, le plus tôt possible, des doses de vaccins fournies dans le cadre des facilités dites Covax et de l'Union africaine. L'acquisition par l'Etat des vaccins Spoutnik V et Sinopharm pour la vaccination de la population cible non couverte par les dons et facilités internationaux constitue une priorité.

Les conclusions du Comité ad hoc



Prise en charge des cas Covid-19 à Kintélé

qui se charge des questions de la vaccination indiquent que la mise en œuvre de ces différentes offres permettrait de vacciner 1.757.274 personnes, soit 30,39% de la population totale. Il resterait à couvrir 1.711.632 autres personnes pour atteindre l'objectif d'une couverture vaccinale de 60% du total de la population congolaise. La coordination nationale a examiné les différents schémas techniques et financiers qui permettront d'atteindre cet objectif.

Par ailleurs, pour atteindre une couverture vaccinale de 60% de la population et compte tenu des éléments scientifiques soumis à son examen, la Coordination nationale suggère au gouvernement les vaccins Spoutnik V et Sinopharm, tenant compte des caractéristiques biologiques, de l'efficacité, des coûts, des conditions logistiques et des offres.

Rominique Makaya

## EDUCATION

## Le Japon finance la réhabilitation du CEG d'Ignié



Minami Kentaro et Célestin Ngoteni signant le contrat de financement Adiac

Le contrat relatif à la réhabilitation du bâtiment du Collège d'enseignement général d'Igné, dans le département du Pool, a été signé le 3 mars à Brazzaville entre le chargé d'Affaires a.i près l'ambassade du Japon en République du Congo, Minami Kentaro, et le président de la Convention de la dynamique pour le développement d'Igné (CDDI), Célestin Ngoteni. D'un montant de 48.323.509 FCFA, soit environ 90.766 dollars américains, ce don s'inscrit dans le cadre du don non remboursable du Japon aux micro-projets locaux contribuant à la sécurité humaine, consiste à rénover le bâtiment du CEG d'Igné ayant connu une détérioration très avancée (35 ans) après sa construction.

Selon Minami Kentaro, dans le cadre de sa coopération avec la République du Congo, le Japon

met l'accent sur la notion de la « sécurité humaine » dans laquelle l'éducation et la formation des ressources humaines tiennent une place importante. Ainsi, ce projet revêt une importance capitale, car elle permettra non seulement d'offrir une infrastructure de qualité aux élèves de cette localité, mais aux enseignements de garantir un avenir professionnel dans un environnement sain et propice à ces enfants.

« A cet effet, je souhaite que ce projet soit mis en œuvre dans les délais prévus dans le présent contrat et dans le respect des normes, afin qu'une fois achevée, cette école soit un des symboles de l'amitié entre le Japon et la République du Congo », a-t-il conclu.

Le président de la CDDI, Célestin Ngoteni, a, de son côté, rappelé que la signature de ce contrat est l'aboutissement d'un long

plaidoyer de travail en coulisse. « Nous avons postulé auprès de l'ambassade du Japon dans le cadre de l'aide non remboursable des petits projets locaux pour l'amélioration des conditions de travail et de vie de nos enfants et du corps enseignant du CEG PK rouge d'Igné », a-t-il indiqué, louant les efforts et la ferme volonté de l'ambassade nipponne.

Confiés aux entreprises de droit congolais, les travaux dureront cinq mois. Notons que la CDDI est une organisation de la société civile, de développement communautaire multisectoriel, regroupant en son sein des coopératives et groupements agropastoraux, des associations religieuses, des établissements scolaires et des petites entreprises exerçant dans le district d'Igné.

Parfait Wilfried Douniama

## PÉTROLE

## L'OPEP voit sa production chuter en février

En raison de la crise sanitaire, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a imposé des quotas de réduction de production dans l'optique de faire remonter les prix du brut.

Les 13 membres de l'OPEP ont pompé 24,9 millions de barils par jour (bpj) en février, soit une baisse de production de 870000 bpj par rapport à janvier. Il s'agit de la première baisse mensuelle depuis juin 2020, selon l'enquête effectuée par Reuters.

Cela s'explique surtout par l'engagement de l'Arabie Saoudite à réduire volontairement sa production d'un million de bpj supplémentaires pour les périodes allant de février à mars afin d'éviter la constitution de stocks et de rassurer ses membres au sujet de la lente reprise de la demande. Selon l'enquête de Reuters, le pays a réalisé environ 850000 bpj de réduction en février.

De plus, en février, le cartel et ses alliés ont également décidé de maintenir l'offre essentiellement stable. Le pétrole ayant atteint la semaine dernière son plus haut niveau depuis 13 mois, ces prix élevés pourraient affecter la discipline au sein de l'OPEP+ d'où la prochaine réunion prévue pour ce 4 mars pour discuter du fait d'augmenter le pompage.

« Jusqu'à présent, les membres de l'alliance ont coopéré et mis en œuvre les réductions de manière exemplaire. Nous pensons que les prix élevés inciteront l'OPEP+ à augmenter sa production de 500000 barils par jour, tout en retirant la réduction de production supplémentaire de l'Arabie saoudite », a commenté Eugen Weinberg, analyste du groupe bancaire Commerzbank.

Le 2 mars, vers 5h 30, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai grignotait 0,08 % à Londres par rapport à la clôture de la veille, à 63,74 dollars. Dans le même temps, le baril américain de WTI

pour avril s'appréciait de 0,16 % à 60,74 dollars.

A deux jours du sommet des membres de l'OPEP et de leurs alliés, « des fissures apparaissent à nouveau dans la façade unie » souvent affichée par les deux poids lourds de l'entente, la Russie et l'Arabie saoudite, a expliqué Matt Weller, analyste de Gain Capital. « L'Arabie saoudite voudrait maintenir les réductions de production actuelles au moins jusqu'en avril tandis que la Russie et ses alliés font pression pour libérer 1,5 million de barils par jour supplémentaires sur le marché », a-t-il poursuivi.

Mais d'autres analystes manifestaient leurs inquiétudes quant à la demande chinoise après des données économiques jugées décevantes : l'activité manufacturière en Chine a en effet connu en février son plus faible rythme de croissance en neuf mois, selon des données publiées lundi par le cabinet IHS Markit pour le groupe de médias Caixin.

Lors du premier sommet de 2021 début janvier, l'alliance des vingt-trois de l'OPEP+ avait convenu après deux jours d'après négociations d'ouvrir petit à petit les vannes jusqu'en mars, se donnant rendez-vous à ce moment-là pour statuer sur la politique à mener à compter d'avril.

En préambule la veille, mercredi, le club de producteurs a échangé par visioconférence au cours du désormais mensuel Comité de suivi de l'accord en vigueur de réduction de la production du groupe (JMMC).

Josiane Mambou Loukoulou

## AGENCE UNIVERSITAIRE DE LA FRANCOPHONIE

## Cinq millions d'euros alloués à la recherche

Le recteur de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), le Pr Slim Khalbous, a annoncé le 3 mars un Fonds compétitif pour financer les projets de recherches innovantes des pays membres de l'AUF.

Les Fonds alloués par l'Union européenne s'élèvent à cinq millions d'euros pour une période de quatre ans. Ils seront répartis selon la thématique en fonction des besoins de chaque pays membre de l'AUF. Le Pr Slim Khalbous l'a fait savoir lors d'un café de presse régional organisé par visioconférence sur la présentation des stratégies de l'agence face aux défis de la transition numérique en Afrique centrale et Grands lacs.

La conférence a réuni les journalistes des médias locaux dans les campus numériques francophones de l'AUF Afrique centrale et Grands lacs des villes de Bangui, Bujumbura, Kinshasa, Libreville, Lubumbashi, N'Djamena, Ngaoundéré, Yaoundé ainsi que Brazzaville.

Le recteur de l'Agence universitaire de la Francophonie a indiqué dans sa communication que 2021 est une année particulière marquée de défis et innovations, au nombre desquels figure l'organisation des assises de l'AUF en septembre prochain à Bucarest, en Roumanie.

Au cours de ces assises, explique-t-il, le livre blanc sera présenté aux participants afin d'être informés des résultats de l'enquête des consultations mondiales. Ces résultats montreront le diagnostic complet de la situation actuelle des agences. De même, ils exprimeront les décisions des besoins à venir.



Le recteur de l'AUF en visioconférence (Adiac) et administrateurs », a-t-il déclaré.

Abordant la question de transaction numérique, Slim Khalbous a souligné le problème de renouvellement du matériel, d'élargissement du réseau au sein des campus numériques des pays membres pour leur permettre d'être en contact permanent et d'échanger les expériences. En ce qui concerne l'introduction de l'intelligence artificielle, poursuit le recteur, les campus numériques bénéficieront de l'amélioration du matériel ainsi que des différents services proposés aux utilisateurs des machines.

« L'AUF tient à la spécificité de chaque pays et à l'adaptation de formation d'après le besoin exprimé des pays. Tous les campus numériques francophones sont ouverts aux enseignants, étudiants

Le Pr. Slim Khalbous a précisé que le centre d'employabilité francophone dans sa nouvelle stratégie identifie les compétences numériques, technologiques des étudiants en vue de leur ouvrir les chances d'emploi afin de devenir également des entrepreneurs. « Outre la collaboration entreprise et employeur, le centre envisage d'élargir un statut d'étudiant entrepreneur pour lui permettre de préparer son projet », a-t-il dit.

Les interrogations des journalistes ont tourné sur le coût élevé de l'internet, l'appel à candidature des projets face à la pandémie du covid-19, la mise en réseau virtuel et bien d'autres.

**Lydie Gisèle Oko**

## G5 SAHEL

## La révision de la stratégie de l'UE

Elaborée en 2011, la révision de la stratégie de l'UE pour le Sahel se déroule dans un contexte plutôt sombre: accumulations des urgences, 2020 aura été l'année la plus meurtrière dans la région depuis 2012, multiplications d'abus contre les civils, commis non seulement pas des groupes extrémistes et des milices, mais aussi par des forces de sécurité étatiques dans le cadre des opérations antiterroristes.

Jusqu'ici, l'Union européenne (UE) a consacré plusieurs milliards d'euros au développement et à l'aide militaire dans la région. Les objectifs étant de contenir les mouvements migratoires et de lutter contre le terrorisme et l'instabilité politique. Les résultats des politiques européennes dans le Sahel, qui suscitaient déjà des interrogations, ont été questionnés à la suite du coup d'Etat au Mali.

## Les échecs stratégiques et opérationnels de l'UE

L'explication la plus avancée des échecs stratégiques et opérationnels de l'UE dans la région résiderait dans sa conception de la gouvernance. Si la mauvaise gouvernance est une cause fondamentale d'instabilité institutionnelle, les efforts à y remédier ont été déployés séparément de ceux mis en œuvre dans les domaines de la sécurité et du développement. La gouvernance étant une question transversale à intégrer dans toutes interventions de l'UE qui doit tirer des leçons de ses précédents échecs, en exigeant de meilleures garanties de ses partenaires et en élaborant un programme plus politique.

## Plus de politique

L'UE a soutenu une augmentation de l'aide extérieure à la région, mais l'absence de contrôle efficace sur la gestion de cette aide a eu des conséquences graves. En outre, les objectifs de politique étrangère de l'UE se sont de plus en plus restreints aux programmes de développement, eux-mêmes limités à un endiguement des mouvements migratoires. Une approche qui aura des conséquences sur la gouvernance. Concernant l'assistance au secteur de la sécurité, la stratégie de l'UE a reposé sur le redéploiement d'acteurs étatiques. Or ce déploiement a eu des répercussions indésirables, les armées nationales étant régulièrement accusées d'exécutions extrajudiciaires et d'exactions à l'encontre des civils.

## L'action de l'EUTM Mali

L'action de la Mission de formation de l'UE au Mali (EUTM Mali) illustre la priorité accordée par l'UE à l'assistance technique et au renforcement des capacités des pays récipiendaires. Des progrès mineurs ont été réalisés, mais vite contrebalancés par l'absence d'amélioration en matière de gouvernance, notamment au niveau des ressources humaines et la lutte contre la corruption. L'envolée des budgets de la défense et de la sécurité s'est accompagnée de scandales de détournement de fonds dans les ministères sahéliens. Ce qui a affecté négativement les performances et le moral des forces de défense et de sécurité nationales et provoqué le mécontentement des populations.

## Une approche conditionnelle

L'idée consiste à rendre l'aide fournie par l'UE « transactionnelle », c'est-à-dire conditionnelle - selon le principe « un donné pour un rendu ». Si elle est mise en œuvre, alors les avancées, ou les impasses des politiques menées entraîneront une augmentation ou une diminution de leur financement. Cette approche transactionnelle devrait être mise en place pour répondre aux préoccupations des Sahéliens et adresser les véritables enjeux de gouvernance au cœur de l'instabilité actuelle, à savoir la lutte pour l'Etat de droit et contre la corruption. Mais les revendications européennes ne doivent pas être perçues comme des impositions. Pour que cette approche soit couronnée de succès, il faudra mener à bien une évaluation précise des résultats des efforts accomplis jusqu'ici.

Le nouveau mandat de l'EUTM représente un premier pas dans la bonne direction. Car il autorise ses membres à accompagner les stagiaires militaires sahéliens sur le champ de bataille, permettant ainsi de mieux superviser leur comportement et leurs performances sur le terrain. L'obligation de rendre des comptes doit également être invoquée au sujet des accusations d'exactions dont font l'objet les forces armées maliennes. Une approche transactionnelle qui ne serait que partielle ne permettrait pas d'atteindre les buts fixés. Et pour être efficace, cette approche doit englober la totalité de l'engagement de l'UE, sous peine d'en compromettre la crédibilité et l'efficacité.

**Noël Ndong**

## COVID-19

## Les vaccins chinois apportent une contribution cruciale à la lutte mondiale

**En exportant des vaccins contre le Covid-19 vers 27 pays et en fournissant une assistance vaccinale à 53 pays dans le besoin, la Chine s'apprête à surmonter les difficultés pour que les vaccins deviennent un bien public accessible et abordable pour de nombreuses nations en développement, tout en apportant une forte contribution à la lutte anti-épidémique mondiale.**

En date du 25 février, la Chine a fourni des vaccins au Sénégal, au Mozambique, à la Guinée équatoriale et au Zimbabwe, entre autres. Elle aidera de même d'autres pays africains dans le cadre de son engagement à faire des vaccins des biens publics mondiaux. A l'autre bout du monde, de nombreux pays d'Amérique latine, tels que l'Argentine, le Chili et la Colombie, ont approuvé l'utilisation d'urgence de vaccins chinois.

Ces derniers apportent une contribution cruciale à la réponse mondiale contre le nouveau coronavirus, a estimé Rasmus Bech Hansen, fondateur et directeur général de la société de recherche britannique Airfinity.

Les pays en développement ont des difficultés à déployer des vaccins, en raison de leurs capacités de stockage limitées et des températures ultra-basses qu'ils requièrent, tandis qu'un des avantages des vaccins chinois est qu'ils peuvent être stockés dans un espace moins froid, a-t-il expliqué. Des dirigeants d'Etats ont montré

leur confiance envers la sécurité et l'efficacité des vaccins chinois contre le Covid-19 en se les faisant inoculer.

Après en avoir reçu la première dose, le président équato-guinéen Teodoro Obiang Nguema Mbasogo a déclaré que la vaccination était le seul remède disponible pour éviter de nouveaux décès liés au Covid-19, ajoutant que la Chine était la meilleure amie de son pays et de l'Afrique. Les vaccins fournis par la Chine sauvent la vie des Africains, selon lui.

Son point de vue a été partagé par d'autres responsables gouvernementaux. Le président sénégalais Macky Sall, qui a reçu le vaccin de la société pharmaceutique chinoise Sinopharm, a adressé ses «sincères remerciements» au gouvernement chinois, insistant sur la conformité de ce vaccin aux standards mondiaux.

Le président zimbabwéen Emmerson Mnangagwa a indiqué pour sa part que les vaccins que son pays a reçus de la Chine sont sûrs et constituent un antidote

efficace contre le Covid-19. «Ces vaccins apportent certainement une nouvelle lumière positive au peuple du Zimbabwe en ces temps difficiles, une lumière au bout d'un tunnel sombre», a-t-il estimé.

Tout en soutenant les pays qui ont urgemment besoin des vaccins, la Chine participe à la coopération internationale de différentes manières.

En rejoignant l'initiative COVAX mise en place par l'Organisation mondiale de la santé, la Chine lui a fourni dix millions de doses de vaccin, une mesure concrète pour tenir la promesse d'en faire un bien public mondial.

Les entreprises chinoises participent conjointement à la recherche et au développement de vaccins avec divers partenaires dans une dizaine de pays, et assurent l'exportation de ceux qu'ils produisent vers les pays où ils sont nécessaires et ont été approuvés pour une utilisation d'urgence.

Xinhua

## Interpol annonce de premières saisies de faux vaccins

**Environ 2.400 doses de faux vaccins ont été saisies en Afrique du Sud, tandis qu'un réseau de vaccins contrefaits a été démantelé en Chine, a annoncé mercredi Interpol, en prévenant qu'il ne s'agissait que de la face émergée de l'iceberg.**

«Les autorités d'Afrique du Sud ont saisi des centaines de faux vaccins contre le Covid-19 après une alerte d'Interpol, qui avait mis en garde sur le fait que les vaccins seraient la cible privilégiée des réseaux criminels», a précisé l'organisation internationale de police criminelle basée à Lyon en France. Trois ressortissants chinois et un Zambien ont été interpellés au cours de cette opération, réalisée à Germiston (province de Gauteng), qui a permis également de découvrir une grande quantité de masques contrefaits.

Par ailleurs, Interpol a apporté son concours à la Chine, où la police a identifié un réseau de vente de vaccins contrefaits contre le Covid-19 et a investi les locaux de fabrication, entraînant l'arrestation de 80 suspects et la saisie de plus de 3.000 faux vaccins sur place.

«Bien que nous saluions ce résultat, il s'agit seulement de la face émergée de l'iceberg en ce qui concerne la criminalité liée au vaccin anti-Covid-19», a estimé le secrétaire général d'Interpol, Jürgen Stock, cité dans le communiqué.

«Ces interpellations soulignent le rôle unique d'Interpol pour rassembler les acteurs clés à la fois du secteur public et du privé afin de protéger la sécurité publique», a ajouté M. Stock.

Interpol met à nouveau en garde contre les vaccins non homologués qui sont actuellement proposés à la vente sur internet.

«Tout vaccin promu sur des sites web ou sur le +darknet+ ne sera pas légitime, n'aura pas été testé et peut être dangereux», prévient-on.

D'après AFP

## L'Unicef plaide pour garder les écoles ouvertes

**Plus de 168 millions d'enfants ont été privés de scolarité en présentiel depuis presque une année à cause des confinements dus à la Covid-19. L'Unicef note une situation d'urgence catastrophique en matière d'éducation.**

Environ 214 millions d'enfants de par le monde, soit 1 sur 7, ont manqué plus des trois quarts de leur scolarité en présentiel, d'après de nouvelles données publiées le 3 mars par le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef). « Pour plus de 168 millions d'enfants dans le monde, les écoles sont entièrement fermées depuis presque une année entière à cause des confinements dus à la Covid-19 », selon l'organisation onusienne.

Il ressort de l'analyse des fermetures d'écoles que 14 pays ont gardé leurs écoles en grande partie fermées entre mars 2020 et février 2021. Deux tiers de ces pays sont situés en Amérique latine et dans les Caraïbes, où près de 98 millions d'élèves sont concernés. Sur ces 14 pays, c'est le Panama qui a fermé ses écoles le plus longtemps. Viennent ensuite El Salvador, le Bangladesh et la Bolivie.

« Alors que la pandémie de Covid-19 a commencé il y a presque un an, ces chiffres nous rappellent de nouveau la situation d'urgence catastrophique en matière d'éducation que les confinements ont créée dans le monde. Chaque jour, le retard pris par les enfants qui ne peuvent suivre une scolarité en présentiel s'aggrave, les plus marginalisés d'entre eux étant les plus durement touchés », explique Henrietta Fore, directrice exécutive de l'Unicef. « Pour

ces enfants, nous ne pouvons nous permettre d'entrer dans la deuxième année d'enseignement en présentiel restreint ou même inexistant. Il faut faire tout ce qui est possible pour garder les écoles ouvertes ou leur accorder la priorité dans les plans de réouverture », a-t-elle renchéri.

**La « salle de classe de la pandémie »**  
Les fermetures d'écoles ont des effets dévastateurs sur l'apprentissage et le bien-être des enfants. Les plus vulnérables et ceux qui ne peuvent accéder à l'enseignement à distance risquent davantage de ne jamais reprendre le chemin de l'école, voire de subir un mariage forcé ou de devoir travailler.

D'après les dernières données de l'Unesco, plus de 888 millions d'enfants dans le monde continuent de voir leur scolarité perturbée à cause de la fermeture intégrale ou partielle de leur école. Pour la majorité des élèves, l'école est un lieu indispensable où ils peuvent interagir avec leurs camarades, obtenir un soutien, accéder à des services de santé et de vaccination et à un repas nutritif. Plus les écoles restent fermées longtemps, plus les enfants sont privés de ces aspects essentiels de l'enfance.

Pour attirer l'attention sur la situation d'urgence en matière



d'éducation et sensibiliser à la nécessité, pour les gouvernements, de garder les écoles ouvertes, ou de leur accorder la priorité dans les plans de réouverture, l'Unicef a dévoilé mercredi la « salle de classe de la pandémie », une maquette de salle de classe composée de 168 pupitres vides, représentant chacun 1 million d'enfants vivant dans les pays dont les écoles sont fermées depuis près d'un an – un poignant rappel des salles de classe restées fermées aux quatre coins du monde.

« Cette salle de classe représente les millions de lieux d'appren-

tissage qui restent vides – beaucoup depuis presque une année entière. Au dos de chaque chaise vide se trouve un sac à dos vide – qui incarne la mise en suspens du potentiel d'un enfant », explique Henrietta Fore. Et de poursuivre : « Nous ne voulons pas que les portes closes et les bâtiments fermés masquent le fait que l'avenir de nos enfants est indéfiniment mis en mode « pause ». Cette installation est un message aux gouvernements : nous devons accorder la priorité à la réouverture des écoles et nous devons tout faire

pour qu'elles rouvrent en meilleur état qu'avant ».

À mesure que les élèves reprennent le chemin de l'école, ils auront besoin d'un appui pour se réadapter et combler leur retard en matière d'apprentissage. Les plans de réouverture des écoles doivent prévoir des mesures de rattrapage de l'apprentissage perdu.

L'Unicef demande instamment aux gouvernements de privilégier les besoins uniques de chaque élève, grâce à des services complets de rattrapage, de santé et de nutrition et des mesures de santé mentale et de protection en milieu scolaire visant à favoriser le développement et le bien-être des enfants et des adolescents.

Soulignant que les pays ont été identifiés en fonction du nombre de jours d'instruction entre le 11 mars 2020, date de référence pour la fermeture intégrale des écoles, et février 2021. Les données rendent compte de la fermeture des écoles au cours des 11 derniers mois. Les pays qui comptaient moins de 10 jours d'ouverture complète des écoles et moins de 12 jours d'ouverture partielle ont été considérés comme ayant des écoles fermées depuis près d'un an. L'analyse porte sur l'enseignement allant du niveau pré-primaire au deuxième cycle du secondaire.

Josiane Mambou Loukoula



**BGFIBank**  
Votre partenaire pour l'avenir

## Don de la Fondation BGFIBank à l'école saint Théophile de Kintélé.

L'école Saint Théophile de KINTELE est un centre préscolaire moderne érigé en 2016 à un coût estimé à 356

millions de F CFA, dans le but de pallier un tant soit peu à l'insuffisance d'écoles maternelles de proximité sur les lieux de logement de certaines familles sinistrées à la suite des explosions de Mpila le 04 Mars 2012.



Lors de la visite en 2019 d'une délégation du personnel de BGFIBank Congo, conduite par son Directeur Général pour faire un état des lieux et s'assurer du bon fonctionnement de l'institution, les Religieuses qui gèrent l'école Saint Théophile avaient exprimé à la Direction Générale leur souhait de créer une classe de CP1 pour accueillir les premiers élèves qui auront effectué tout le parcours du cycle maternel.

Celles-ci avaient à cette occasion, demandé à la Banque d'examiner la possibilité de doter l'école de tables-



bancs, doléance à laquelle la Banque avait répondu favorablement tout en promettant de se référer à la Fondation

BGFIBank qui inscrirait ce programme dans le cadre de ses activités de mécénat. C'est pour honorer cette promesse que la Direction Générale de BGFIBank Congo a effectué, le Samedi 27 Février 2021, une nouvelle visite de l'école Saint Théophile de KINTELE pour remettre un don de table-bancs et réceptionner les bâtiments que la Banque venait de faire réhabiliter (peinture et pose d'une enseigne lumineuse).

Afin de respecter les mesures barrières édictées par les pouvoirs publics dans le cadre de la lutte contre la propagation de la pandémie de la Covid-19, c'est une petite délégation (une dizaine de collaborateurs) qui a pris part à cette cérémonie. Conduite par le DG, la délégation a

été accueillie chaleureusement par les sœurs religieuses congolaises du Rosaire (SRCR) gestionnaires de l'école, une vingtaine d'enfants retenus pour représenter les élèves de cet établissement et quelques parents d'élèves présents.

Au programme, quatre (4) allocutions, qui ont commencé par le mot de bienvenue de la sœur coordonnatrice Gisèle SAMBA BONAZEBI qui a tenu à rappeler que l'école Saint Théophile de KINTELE a débuté ses activités en 2017 avec un cycle maternel constitué de 12 enfants, actuellement l'école compte 85 élèves avec deux classes du cycle primaire (CP1 & CP2), elle a également exprimé sa profonde gratitude à BGFIBank Congo qui à travers la fondation BGFIBank, ne ménage aucun effort pour répondre à leurs sollicitations.

Monsieur Narcisse OBIANG ONDO Administrateur Directeur Général de BGFIBank Congo prenant la parole en second lieu, a félicité à son tour les religieuses gestionnaires de l'établissement pour leur dévouement dans la formation et l'encadrement des enfants et s'est réjoui de l'état remarquable des structures de l'école. Il s'est également engagé à soumettre à la fondation le besoin d'élargissement de l'école dans le but d'en faire un véritable complexe scolaire avec un

cycle primaire et secondaire complets. Il s'en est suivi tour à tour, les mots de remerciement à la BGFIBank du Père Giscard Crépin GANDOU Directeur diocésain des écoles catholiques et de l'Abbé Donatien BIZABOULOU de la commission épiscopale de l'éducation catholique représentant l'archevêque de Brazzaville Monseigneur Anatole MILANDOU empêché.

L'activité ponctuée par des chants et poèmes présentés par les enfants, s'est poursuivie avec la remise symbolique d'un table-banc, la remise des tables-bancs aux religieuses, la visite guidée des bâtiments et la découverte de l'enseigne lumineuse de dénomination de l'école.

Une collation offerte par les religieuses a clos la cérémonie.



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### La République du Congo annonce une émission obligataire de 100 milliards de francs CFA

Brazzaville, le 4 mars 2021 - La République du Congo s'apprête à lancer une émission obligataire par appel public à l'épargne. Cet emprunt de 100 milliards FCFA, dénommé « EOCG 6,25% NET 2021-2026 », est assorti d'un taux d'intérêt net de 6,25%, pour une maturité de 5 ans.

L'opération s'effectuera sur le marché financier régional de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC). La période de souscription est prévue du 12 au 20 mars 2021.

La République du Congo dédiera le produit de cette émission au financement de projets inscrits dans la loi de finances 2021 qui ont vocation à contribuer au développement économique et social du pays, ainsi qu'à l'apurement partiel de la dette intérieure afin de favoriser la stabilité financière et la croissance hors pétrole. Les projets inscrits dans la loi de finances 2021 qui bénéficieront de cet emprunt obligataire s'inscrivent notamment dans les domaines des infrastructures routières, sanitaires, scolaires et énergétiques ainsi que de l'économie forestière.

Malgré les réformes structurelles engagées ces dernières années, l'économie congolaise a été, comme la plupart des économies à travers le monde, touchée par la pandémie de Covid-19. La dégradation de l'environnement international et la contraction de l'activité économique nationale suite à la baisse de la

niveau des comptes extérieurs et du solde budgétaire.

En outre, l'opération engagée d'apurement de la dette intérieure

en période post Covid-19.

« Nous sommes dans une période particulière, à la fois complexe pour les économies et les sociétés du continent, mais très intéressante puisqu'elle nous donne l'opportunité de repenser nos manières d'agir pour le développement de nos pays. Le tournant majeur que nous vivons ne doit pas être ignoré. Sur la base du dernier Plan national de développement (2018-2022), les financements dont bénéficiera l'État congolais lui permettront, en adéquation avec une conjoncture économique s'annonçant meilleure, de mobiliser ses forces pour améliorer la gouvernance, renforcer le capital humain et diversifier l'économie du pays. » - Calixte Nganongo, Ministre des Finances et du Budget de la République du Congo.

Le ministère des Finances et du Budget congolais est accompagné par AXE Capital Corporation pour la partie conseil ; l'arrangeur et chef de file de l'opération obligataire est la société ESS Bourse, basée à Douala, au Cameroun. La valeur nominale des titres sera de 10

000 FCFA avec une période de différé du capital de deux ans. Un mécanisme de sûreté est mis en place à travers l'ouverture d'un compte séquestre à la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) afin de sécuriser les remboursements.



L'émission obligataire lancée par l'État congolais permettra de favoriser la croissance hors pétrole tout en œuvrant à la diversification économique du pays. © Alamy

production et des revenus pétroliers ont impacté négativement la situation macroéconomique du pays.

Cependant, les perspectives économiques du Congo sur les cinq années à venir sont en constante amélioration. La relance de la demande mondiale des matières premières devrait soutenir et redresser l'activité économique. Le PIB réel va renouer avec la croissance en 2021, alors que sont attendues des améliorations au

devrait permettre de relancer la demande globale et d'améliorer la gestion des finances publiques. Ainsi, le taux de croissance du PIB réel devrait se situer à 4,4% en 2022. L'émission obligataire lancée par l'État congolais permettra de favoriser la croissance hors pétrole tout en œuvrant à la diversification

économique du pays, dans un contexte de réflexion globale relative au développement des pays du continent

## DIABLES ROUGES

# Valdo et l'équipe nationale, c'est fini

Valdo Candido Filho ne sera pas sur le banc de touche lors des deux rencontres des Diables rouges seniors comptant pour les cinquième et sixième journées des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations. La Fédération congolaise de football (Fécofoot) réunie en Comité d'urgence le mercredi l'a confirmé par la mise en place d'une coordination technique pour lui succéder.

C'est fini, entre Valdo Candido et les Diables rouges. Le ministère des Sports et de l'Éducation physique lui a adressé, le 22 février, une lettre dans laquelle Hugues Nguélondele a signifié au sélectionneur national seniors et des moins de 17 ans la fin de son contrat, le 18 mars prochain.

C'est donc sans leur sélectionneur que les Diables rouges recevront les Lions de la Teranga, le 26 mars au stade Alphonse-Massamba-Débat, dans le cadre de la 5e journée des éliminatoires de la CAN, match au cours duquel, la victoire qualifierait les Congolais pour la phase finale de la compétition sept ans après.

Le 31 mars, les Diables rouges se déplaceront à Bissau, pour y affronter l'équipe de la Guinée-Bissau dans le cadre de la dernière journée. Devant l'urgence, la Fécofoot a pris acte de la décision du gouvernement qui, faut-il le rappeler, paye des sélectionneurs.

« Le Comité d'urgence de la Fédération congolaise de football s'est réuni le 3 mars et a examiné à l'ordre du jour la lettre de notification de mise en demeure



Valdo Candido Filho

et de fin de contrat de M. Valdo Candido Filho, sélectionneur national, signée du ministre des Sports et de l'Éducation physique, en date du 22 février 2021. Après examen de cette lettre, vu les termes du contrat et sa date

d'échéance, en date du 18 mars 2021, le Comité d'urgence de la Fécofoot a pris acte de cette notification », peut-on lire dans le communiqué. Et de poursuivre : « Aussi, le Comité d'urgence a-t-il, vu les échéances du 26 et 30

mars, relatives aux matches de la cinquième et sixième journée des éliminatoires de la CAN Cameroun 2021, contre le Sénégal et la Guinée Bissau, décidé de mettre en place une coordination technique des Diables-rouges seniors » Dans cette nouvelle équipe, Gaston Tchiangana est le coordonnateur avec pour adjoint Noel Minga Tchibinda «Pepé». Barthelemy Ngatsono, l'adjoint de Valdo, est l'entraîneur.

## Que retenir du bilan de Valdo à la tête des Diables rouges ?

Valdo Candido laisse les Diables rouges bien placés dans les éliminatoires de la CAN 2021 décalée en 2022 au Cameroun. Le Congo est deuxième du groupe avec sept points après quatre journées. Les Diables rouges ont été battus à Thiès par les Lions de la Teranga (0-2) avant d'enchaîner deux victoires à domicile respectivement face à la Guinée-Bissau (3-0) et Eswatini (2-0). Lors de la 4e journée, les Congolais ont obtenu un triste match nul (0-0) face à Eswatini.

Le technicien brésilien qui remplaçait à la surprise générale

Sébastien Mignié, a débuté sur le banc des Diables rouges le 9 septembre 2018, en faisant jeu égal à Brazzaville (1-1) contre le Zimbabwe, lors de la deuxième journée des éliminatoires de la CAN 2019. Le 11 octobre 2018, le Congo avait battu le Liberia au stade Alphonse-Massamba-Débat (3-1) avant de s'incliner à Moronvia (1-2). Le 18 novembre 2018, il a fait jeu égal face à la République démocratique du Congo (1-1) avant de manquer la qualification à Harare face au Zimbabwe, le 24 mars 2019 (0-2). Valdo a disputé avec les Diables rouges dix matches officiels, dont neuf en éliminatoires de la CAN avec pour bilan trois victoires, quatre matches nuls ( le match amical contre la Thaïlande y compris) et trois défaites. Bien que contesté, il restait toutefois sur une série de cinq matches à domicile sans défaite. Valdo est également le sélectionneur des Diables rouges des moins de 17 ans. Fallait-il pas le laisser finir les rencontres de ce mois de mars avant de prendre une telle décision? Les avis sont partagés.

James Golden Eloué

## JOURNÉE DE LA FEMME

### L'IFC démarre les activités commémoratives

Prélude à la Journée internationale des droits des femmes, célébrée le 8 mars, l'Institut français du Congo (IFC) et ses partenaires lancent le 6 mars une campagne dénommée « Tosala (agissons) » sur les chaînes de télévisions et de radios nationales.

La campagne est organisée en collaboration avec le ministère en charge de la Promotion de la Femme, l'ambassade de France, la délégation de l'Union européenne, l'Association des femmes juristes du Congo, les Associations ASI (Actions de solidarité internationale), Azur développement, ACBEF (Association congolaise pour le bien-être familial), Avenir NEPAD, la Fondation JED (Jeunesse, éducation et développement) et MTN. Elle a pour objectif d'informer et de sensibiliser la population congolaise aux différentes formes de violences faites aux femmes, ainsi qu'au leadership féminin.

La campagne s'ouvre par la diffusion de la vidéo de dix-huit artistes les plus connus du Congo, chanteuses, slammeuses et rappeuses de Brazzaville et de Pointe-Noire : Oupta, Fanie Fayar, Liz Babindamana, Flore Onissah, Mildred Moukenga, Mariusca, Monie Kongo, Habit Mampila, Nestelia Forest, Maman Credo, Bénie Chicane, Gladys Samba, Dulcie, Dom, Gypsie la tigresse, La Pie d'Or, Jessy B, Spirita Nanda, Welicia et Cilia Jules. Ces artistes s'unissent pour chanter contre les violences faites aux femmes dans dix langues du terroir congolais. Un documentaire de 26 minutes leur permettra d'expliquer leurs motivations pour ce projet.

Après la diffusion du documentaire, quatre rencontres-débats seront animées autour de la campagne « Tosala » par des artistes et autres intervenants. A Brazzaville, les débats se dérouleront à Poto-Poto avec l'artiste

La Pie d'Or ; à Makélékelé avec Gladys Samba ; à Bacongo avec maman Credo et à Pointe-Noire avec Spirita Nanda, Welicia et Celia Jules.

Le programme prévoit le 8 mars à 15heures, une table ronde radiophonique sur le harcèlement en milieu scolaire et ses conséquences à la Radio citoyenne des jeunes qui sera animée par le juriste Tondawamba Jaerue, l'association Avenir Nepad Congo, Ornael Mikhael Djembo, la psychologue Estia Otsilibili, Monica de l'Observatoire congolais des droits de l'homme (OCDH) et Fanie Eminabongo.

A 17heures, il est prévu les cours de chorégraphie à l'IFC et le vernissage des expositions dont celle dénommée « Silence » de l'artiste camerounaise Ange Kayifa. Le ministère chargée de la Promotion de la femme organisera une exposition sur la prise en charge et la réinsertion des victimes des violences basées sur le genre dans les districts de Mpangala (Pool), avec le soutien du Fonds danois, du Fonds des Nations unies pour la population et du Programme alimentaire mondial.

La journée du 13 mars est réservée au concert d'une heure du groupe les mamans du Congo à l'IFC.

Le 27 mars, deux documentaires de 26 minutes de l'artiste musicienne Fanie Fayar et de la slameuse Mariusca seront projetés. Ces deux spectacles seront diffusés lors du festival Afropolitan Nomade qui se tiendra en juillet prochain.

Rosalie Bindika

## RÉSIDENCE ARTISTIQUE

### Le programme Hallstatt AIR ouvert aux artistes du monde entier

Initié par l'association culturelle autrichienne « Dezentral », ledit programme de résidence vise à offrir à un échantillon d'artistes du monde entier, évoluant dans divers domaines, un espace de travail avec possibilité de se performer et de vivre de nouvelles expériences. L'appel à candidature prendra fin le 17 mars.

Prévu du 19 avril au 20 mai, dans les villes de Salzkammergut et Salzbourg en Autriche, le programme de résidence « Hallstatt AIR » est notamment ouvert aux musiciens, photographes, dramaturges, cinéastes, performeurs, vidéastes et artistes visuels.

son projet.

Ainsi, pour participer à ce programme, chaque postulant doit envoyer : un curriculum vitae de maximum deux pages, une note conceptuelle et une lettre de motivation du projet, une brève description des personnes impli-

jour raccourcie.

« En raison de l'orientation interdisciplinaire des artistes invités pendant un mois, le travail présenté aura un caractère de festival. Une exposition de deux semaines suivra dans des espaces temporaires organisés de la commune de Hallstatt. De plus, les artistes seront soutenus pendant la phase de production et les résultats seront diffusés grâce à un important travail de relations publiques », a souligné Dezentral, dans un communiqué.

La préoccupation essentielle du programme est l'échange expérimental des artistes invités entre eux et à la place Hallstatt. Cela comprend notamment des interventions auprès du public local, ainsi qu'avec des institutions et initiatives culturelles. Les thèmes discursifs régionaux doivent être repris artistiquement dans des « études de terrain », ouvrant ainsi de nouvelles perspectives et dialogues dans les jours à venir. Notons que la sélection des lauréats se fera par un jury d'experts, duquel sortira la décision à communiquer aux candidats via mail.

Merveille Atipo



Une jeune femme en plein travail grâce à une bourse de résidence artistique/DR

Dans le cadre de ce projet, l'association culturelle Dezentral attribuera cinq bourses de travail aux artistes, originaires d'Autriche et ceux d'ailleurs. Outre les subventions de logements, lieux de travail, équipements, chaque résident recevra une allocation supplémentaire pour mener à bien

quées dans le projet. Concernant les projets à soumettre, Dezentral offre la possibilité aux artistes de soumettre des projets déjà existants, à développer davantage au cours de la résidence. Aussi, pour ceux qui le désirent, les soumissions de groupe sont acceptées mais associées à une durée de sé-

Banque des Etats de l'Afrique Centrale - Services Centraux  
Commission Générale de passation des marchés n°02

Appel d'offres international ouvert n°14/BEAC/DGE-DSI/AOIO/Bien/2021 pour l'acquisition, l'installation, la mise en service et la maintenance d'un nouveau réseau de télécommunication par VSAT

Dans le cadre de sa politique de modernisation, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale envisage d'acquiescer, sur ressources propres, un nouveau réseau de télécommunication par VSAT. A cet effet, elle invite, par le présent avis d'appel d'offres, les entreprises qualifiées, intéressées et remplissant les conditions requises, à présenter une soumission.

Le processus se déroulera conformément aux dispositions du Règlement n°01/CEMAC UMAC CM/18 portant adoption du Code des marchés de la BEAC.

Les entreprises peuvent obtenir un complément d'information à l'adresse ci-dessous, entre 9 heures et 12 heures, les jours ouvrés. Le dossier d'appel d'offres, rédigé en français, peut être consulté gratuitement, acheté et retiré à l'adresse indiquée ci-dessous. Le paiement devra être effectué par virement bancaire ou en espèces aux guichets de la BEAC à l'exception du Bureau de Paris, sur rendez-vous en raison des contraintes sanitaires qu'impose la lutte contre la propagation de la pandémie du COVID-19.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE - SERVICES CENTRAUX  
Direction Générale de l'Exploitation - CGAM, 14<sup>ème</sup> étage, porte 1412  
736 Avenue Monseigneur Vogt - BP 1917 Yaoundé - Cameroun  
Tél : (+237) 222 23 40 30 ; (+237) 222 23 40 60 postes 5452, 5431, 5412 ou 5403  
Fax : (+237) 222 23 33 29  
Email : cgam.scx@beac.int

La participation au présent appel d'offres est conditionnée par le paiement de la somme non remboursable de cent cinquante mille (150 000) francs CFA ou l'équivalent dans une monnaie librement convertible.

Les visites des sites sont obligatoires. Chaque prestataire devra communiquer à la BEAC son calendrier de visites des sites pour une meilleure organisation.

Les soumissions, obligatoirement accompagnées d'une garantie de soumission sous forme de garantie bancaire autonome à première demande, conforme au modèle indiqué dans le présent dossier d'appel d'offres et d'un montant forfaitaire d'un million (1 000 000) FCFA, devront être déposées à l'adresse indiquée ci-dessus, au plus tard le mercredi 14 avril 2021 à 12 heures précises. Les soumissions reçues après le délai fixé seront rejetées.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE - SERVICES CENTRAUX  
BUREAU D'ORDRE 15<sup>ème</sup> étage, porte 15.01  
736 Avenue Monseigneur Vogt - BP 1917 Yaoundé - Cameroun

Les soumissions seront ouvertes en deux phases. Les plis administratifs et techniques seront ouverts, le mercredi 14 avril 2021 à 13 heures et les plis financiers le mercredi 28 avril 2021 à 11 heures, aux Services Centraux de la BEAC à Yaoundé. Les séances d'ouverture ne seront pas publiques en raison des contraintes sanitaires qu'impose la lutte contre la propagation de la pandémie du coronavirus.

Yaoundé, le  
Le Président de la Commission.

INSTITUT FRANÇAIS DU CONGO



## PROGRAMME DE LA SEMAINE DU JEUDI 04 AU SAMEDI 13 MARS

**JEUDI 04 MARS**  
18H00 BISO NA BISO À LA CAFÈT'

**SAMEDI 06 MARS**  
14H00 LANCEMENT DE LA CAMPAGNE #TOSALA : DIFFUSION DE LA VIDÉO ET DU DOCUMENTAIRE #TOSALA SUR TOUTES LES TÉLÉVISIONS ET RADIOS NATIONALES.

**LUNDI 08 MARS**  
15H00 COMPAGNE #TOSALA : TABLE RONDE RADIOPHONIQUE SUR LE HARCELEMENT EN MILIEU SCOLAIRE ET SES CONSÉQUENCES.

17H00 EXPOSITIONS #TOSALA : VERNISSAGE DE 04 EXPOSITIONS PROPOSÉES PAR DIFFÉRENTS ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CONGOLAISE.

**MERCREDI 10 MARS**  
15H00 RENCONTRE LITTÉRAIRE : «L'ÉMERAUDE D'OUTRE-MER» DE PRESTIGE ITSOUKOU

**JEUDI 11 MARS**  
18H00 BISO NA BISO À LA CAFÈT'

**SAMEDI 13 MARS**  
10H00 FORMATION DANSE : «ÉCRIRE ET DÉFENDRE SON PROJET ARTISTIQUE DEVANT LES PARTENAIRES»

ENTRÉE LIBRE, PLACES LIMITÉES



## AVIS DE RECRUTEMENT

**Poste :** Deux (02) Assistants de Conservation Communautaire (un homme et une femme, bantou ou autochtone)

**Localisation :** Epéna

**Contexte :**

La Réserve communautaire du Lac Télé (RCLT) recrute pour une période initiale de 12 mois, deux (02) assistants de Conservation Communautaire, un homme et une femme, bantou ou autochtone.

Basé(e)s à Epéna, professionnel(le)s et motivé(e)s pour appuyer l'équipe de Conservation Communautaire, ils travailleront sous la responsabilité de la Coordination du Projet d'Appui à la Gestion de la RCLT et du chef de volet Conservation Communautaire, en collaboration avec les autres services.

**Responsabilités :**  
L'Assistant(e) de Conservation Communautaire aura entre autres pour responsabilités non exhaustives suivantes :

-Participer et organiser la mise en œuvre des missions de terrain : suivi de la pêche et la chasse durables, de la gouvernance des ressources naturelles dans le paysage Lac Télé, éducation et sensibilisation, collecte des données d'études socioéconomiques et bio-monitoring,

suivi des meilleures pratiques de production cacaoyère, des cultures vivrières, de l'apiculture, la cartographie participative du zonage des terroirs villageois, etc. ;

-Rédiger les rapports après chaque mission et participer à la rédaction des rapports d'activités ;

-Maintenir et mettre à jour les bases de données des projets de suivi de la pêche, chasse, gouvernance des ressources naturelles, apiculture, production cacaoyère et des cultures vivrières, l'éducation et sensibilisation, études socioéconomiques et bio-monitoring, cartographie du zonage des terroirs villageois, etc. ;

-Participer aux formations et la mise en œuvre des méthodologies de collecte, traitement, analyse des données d'études socioéconomiques et bio-monitoring réalisées dans le site

-Collaborer et contribuer aux formations et encadrement des communautés locales et autochtones dans la mise en œuvre des activités socio-économiques conduites dans le paysage ;

-Préparer et organiser la logistique (nutrition, équipements, finances, etc.) nécessaire au bon déroulement des missions de terrain, en coordination avec les

équipes logistique ;

-Gérer, assurer l'entretien et la bonne conservation des équipements et matériels de travail mis à disposition par le programme avant, pendant et après chaque mission de terrain ;  
-Accomplir toutes autres tâches demandées par la Coordination du projet ou du programme en rapport avec ses capacités.  
-Etre toujours prêt et disponible pour les missions de terrain.

**Aptitudes recherchées :**

- Manifester un intérêt profond pour la conservation et la gestion durable de la biodiversité ;
- Avoir de bonnes capacités d'organisation et de communication ;
- Etre capable de travailler et vivre dans les conditions difficiles et milieux éloignés ;
- Avoir des capacités à travailler en équipe et de manière indépendante et sous haute pression ;
- Etre dynamique, respectueux et rigoureux dans le travail ;
- Avoir des capacités d'écoute, analyse et de communication orale et écrite en français ;
- Avoir des connaissances sur le pack office (Excel, Word, power point...);

**Profil du candidat**

- Avoir au minimum un niveau d'études universitaires BAC+2 ou un diplôme équivalent en sciences sociales, humaines ;
- Maîtriser la langue française et le lingala ;
- Avoir des connaissances sur la conservation et la gestion durable de la biodiversité ;
- Etre âgé de 35 ans au maximum à la date de dépôt du dossier de candidature
- Les candidatures des femmes et personnes autochtones sont vivement encouragées.

**Documents à fournir :**

- Curriculum vitae ;
- Lettre de motivation adressée à la Coordination de la RCLT ;

Date limite de dépôt des dossiers : 31 mars 2021  
Lieu de dépôt des dossiers de candidature :  
• Direction Départementale de l'Agence Congolaise Pour l'Emploi (ACPE) ex ONEMO de la Likouala à Impfondo ;  
• Bureaux WCS/WCU d'Impfondo et Ouessou ;  
• Base-vie du Projet Lac Télé à Epéna.  
• Direction du Programme WCS-Congo à Brazzaville ;

## FOOTBALL

## Les résultats des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

Azerbaïdjan, 18e journée

Sabah reste lanterne rouge après son revers à Neftchi (1-2). Titulaire, Kévin Koubemba a été remplacé à la 77e.

Belgique, quarts de finale de la Coupe

Senna Miangué est resté sur le banc lors de la qualification d'Europa face à La Gantoise (1-0).

Bulgarie, 8e de finale de la Coupe

Titularisé sur la gauche de l'attaque, Mavis Tchibota a pris les choses en main sur le terrain du Tsarsko Selo. Une première frappe dans le petit filet (3e), une glissade sur coup franc (13e), un tir qui lèche la transversale (17e) avant une ouverture du score à la 33e : parti à la limite du hors-jeu, il trompe le portier adverse du droit.

Remplacé à la 63e, alors que le score était acquis : Ludogorets l'emporte 2-1.

Beroe, en revanche, n'ira pas en quart après son revers chez le Levski Sofia (1-3). A la 14e, Gaius Makouta effectue une percée plein axe, sollicite un « une-deux » avec Kamburov, qui perd le cuir.

Moins en vue ensuite, alors que son équipe fût réduite à dix à la 61e. Averti à la 74e.

Malte, 8e de finale de la Coupe

Christoffer Mafoumbi, qui fêtait hier ses 27 ans, était titulaire lors de la qualification de Mosta sur le terrain de Santa Lucia (0-2).

Serbie, 25e journée, 1re division

Le GM Metalac de Prestige Mboundou, remplacé à la 86e, s'incline à la Cukaricki (0-2).

Camille Delourme

## LINAFOOT/LIGUE 1

## Victoire de Lupopo face à Rangers, nul entre Don Bosco et L'Shi Sport

La 17<sup>e</sup> journée de la 26<sup>e</sup> édition du championnat de la Ligue nationale de football s'est poursuivie, le 4 mars, à Lubumbashi, avec des rencontres entre, d'une part, Lupopo et Rangers, et de l'autre CS Don Bosco et Lubumbashi Sport.

Au stade Frédéric-Kibassa, le FC Saint-Eloi Lupopo a eu raison de l'AC Rangers de Kinshasa par deux buts à un. Les Cheminots de Lubumbashi ont ouvert la marque à la 25e minute sur penalty transformé par Joseph Ikamba, prenant à contre-pied le gardien de but Lukiese des Académiciens. Mais ceux-ci ont égalisé à la 34e minute par Kazema Baso, son septième but de la saison. C'est Arsène Pongo Bomolo, entré à la place de Ciel Ebengo à la 68e minute qui a offert la victoire aux joueurs de l'entraîneur Bertin Maku à la 73e minute en signant le deuxième but de Lupopo. Avec ce succès, Lupopo intègre momentanément le groupe de quatre premiers au classement avec 34 points.

Toujours pour le compte de cette 17e journée au stade TP Mazembe, le CS Don Bosco a été accroché le FC Lubumbashi Sport. Les deux équipes se sont quittées sur le score d'un but partout. Les Salésiens du coach Johan Curbilié ont été les premiers à ouvrir la marque à la 30e minute par Emmanuel Richard sur une balle arrêtée, hors de portée du gardien de but Ekono Mayala de L'Shi Sport. Mais les Kamikazes ont égalisé contre le cours du jeu à la 39e minute par Mpande Moya sur une contre-attaque menée par Kasongo Musele. Il a réussi à tromper le

gardien de but Israëm Mubobo.

Lubumbashi Sport se contente du point du match nul, après la défaite du match précédent à domicile face à AC Rangers de Kinshasa. Les Kamikazes comptent 12 points, occupant la 15e position et joueront leur prochain match en déplacement le 7 mars contre les promus de la Jeunesse Sportive de Kinshasa (JSK). Les Salésiens de Don Bosco pour leur part sont 8e au classement avec 21 points, avant d'affronter les Cheminots de Lupopo lors de la prochaine rencontre. Le FC Renaissance a dû souffrir pour se sortir du piège de l'AS Dauphin Noir dans un match spectaculaire au stade des Martyrs. Les coéquipiers de Sergi Alongo Ndombe ont résisté pour accrocher ces trois précieux points qui les relancent.

## Renaissance bat Dauphin Noir, JSK domine Blessing...

Rappelons que le FC Renaissance du Congo s'est imposé, le 3 mars, au stade des Martyrs à Kinshasa, face à Dauphin Noir de Goma par trois buts à deux. Beyuku Musi (23e et 45e minute), Glody Kikwama Mujinga (25e minute) ont été les buteurs des Renais. Alors que Tity Mambuma (36e minute) et Willy Bokingo (60e minute) ont marqué les deux

but du club entraîné par Todet Farini. Renaissance qui a rappelé l'entraîneur Papy Kimoto pour remplacer Camille Bolombo (qui coachait son dernier match) se repositionne à la 6e place au classement, avec 25 points. Dauphin Noir se retrouve dans la zone de relégation avec 13 points seulement à son actif.

Dans une autre rencontre du 3 mars au stade des Martyrs, la Jeunesse Sportive de Kinshasa (JSK) a battu le FC Blessing de Kolwezi par un but à zéro. Trésor Nona a marqué l'unique but de la partie à la 71e minute, sur penalty consécutif à une faute du défenseur Ngonda sur Bakajika de la JSK dans la surface de réparation. Blessing n'a donc pas pris sa revanche sur JSK qui l'avait battu à la manche aller par trois buts à un à Kolwezi grâce à un triplé du néo-international A, Jean Baleke Othos, transféré depuis au Tout-Puissant Mazembe de Lubumbashi.

Grâce à cette cinquième victoire en Ligue 1 de la RDC, la JSK sort d'une spirale négative et totalise 19 points, même nombre des points avec FC Blessing. Les Benis de la province de Lualaba traversent une période sans victoire, avec une troisième défaite de suite, depuis le départ de l'entraîneur Jean-Claude Loboko.

Martin Engimo

## AVIS D'APPEL D'OFFRES N°001/ECG/DG/2021

### POUR

### SOLUTION DATACENTER ET FOURNITURE DE DEUX ONDULEURS DE TENSIONS DE MARQUE APC

La Direction Générale de Ecobank Congo lance un appel d'offres pour l'acquisition d'une solution Datacenter et la fourniture de deux onduleurs de tensions de marque APC pour son nouveau siège à Brazzaville.

Le dossier d'appel d'offres ou de candidature est à retirer à son siège social sis au 3<sup>e</sup> étage de l'immeuble de l'Arc centre-ville Brazzaville et à Pointe-Noire à l'agence Ecobank Atlantic Palace moyennant paiement de cent mille (100 000) francs CFA en espèces, non remboursable.

Les offres signées et cachetées devront être envoyées par courrier électronique au plus tard le 05 Mars 2021 à 16heures 00 aux adresses ci-dessous :

- [gbouhoyi@ecobank.com](mailto:gbouhoyi@ecobank.com)
- [rmakita@ecobank.com](mailto:rmakita@ecobank.com);
- [fallier@ecobank.com](mailto:fallier@ecobank.com);

Fait à Brazzaville, le 18/02/2021

La Direction Générale

## UNION AFRICAINE

## Réunion du bureau de la Commission avec la participation d'Emmanuel Macron

Le président en exercice de l'Union africaine(UA), Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a présidé, le 3 mars 2021, une réunion par visioconférence du bureau de la Commission de l'UA, avec la participation du chef de l'Etat français, Emmanuel Macron.

Axée essentiellement sur la gestion de la pandémie de Covid-19 en Afrique, cette réunion virtuelle a connu quatre interventions notamment celle du président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, du directeur de Africa CDC et de Felix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. D'autres personnalités ont également participé à l'échange qui a suivi ces interventions.

Au cours de ladite réunion, le directeur de Africa CDC, Dr John Nkengasong, a dressé le tableau épidémiologique du continent africain. De manière générale, l'Afrique semble s'en sortir face à la deuxième vague de la Covid-19.

Toutefois, fait-on savoir, le continent fait face au défi de l'accès du vaccin au plus grand nombre. En sa qualité de champion de la pandémie, le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, a en ce qui le concerne, fait part des efforts entrepris par l'Union africaine en matière de prévention contre cette pandémie mondiale. Aussi a-t-il dressé le bilan des doses de vaccins déjà reçus dans le cadre de Covax.

Il a été noté que plusieurs pays africains ont déjà commencé la vaccination de leurs populations contre la Covid-19.

Alain Diasso

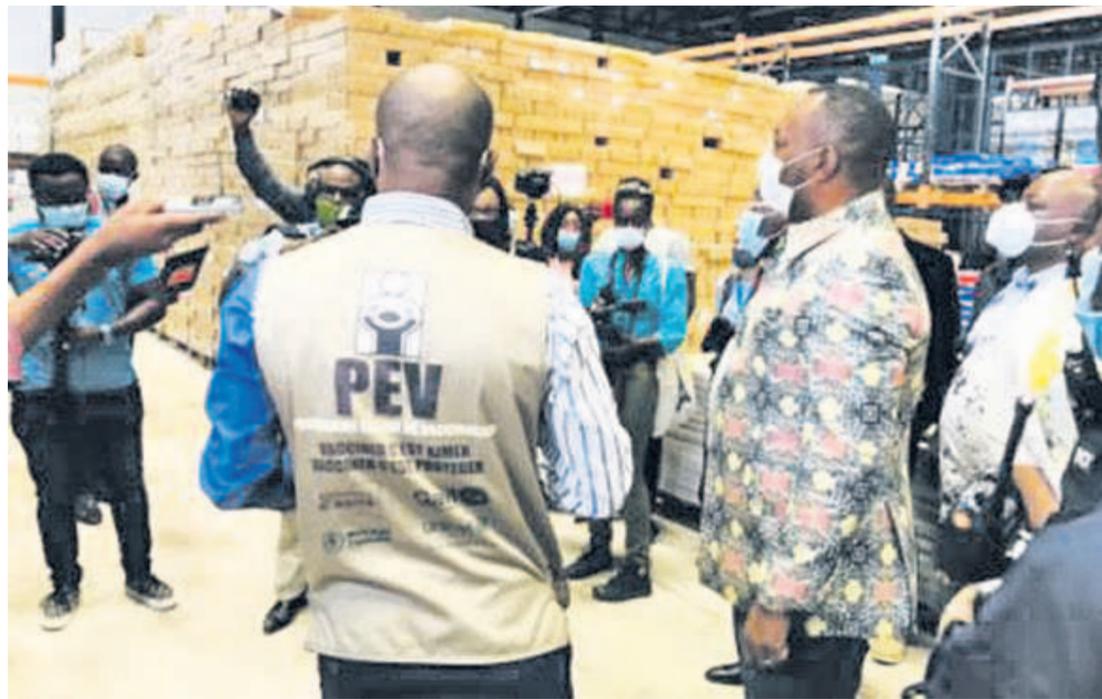


Une attitude du chef de l'Etat durant la visioconférence

## COVID-19

## Lancement, la semaine prochaine, de la campagne de vaccination

Lors de la cérémonie de présentation d'un million sept cent doses de vaccin contre la pandémie, le 3 mars, à l'entrepôt du Programme élargi de vaccination (PEV) situé à Kinkole dans la commune de la Nsele, le ministre de la Santé, le Dr Eteni Longondo a annoncé le démarrage, la semaine prochaine, de la campagne de vaccination contre la Covid-19.



Visite de l'entrepôt de kinkole où sont stockés les vaccins anti-covid

Le ministre de la Santé a porté une précision de taille relative à la qualité du vaccin. Il a rassuré que le gouvernement qui tient à la bonne santé de sa population mettra tout en œuvre pour protéger les Congolais contre cette pandémie et la vaccination est le moyen le plus efficace pour le faire. « Le gouvernement ne peut pas homologuer un vaccin qui va tuer le peuple congolais. Ce vaccin est parmi les moyens le plus efficace pour lutter contre une épidémie », a-t-il

déclaré, tout en ajoutant que : « Le vaccin n'est pas pour les piéger, non plus pour les contrôler ». L'équipe scientifique de la RDC, a-t-il renchéri, a analysé le vaccin et a fait des recommandations au gouvernement de la République.

Rassuré de la qualité du vaccin anti-covid, Eteni Longondo a invité tous les congolais à se faire vacciner. Il a également insisté sur le caractère volontaire dudit vaccin. « La vaccination est volontaire, il faudrait plutôt penser à votre

vie, car elle n'a pas de prix. La vaccination nous permettra de nous protéger et de sauver des vies. Nous devons encourager la population cible à se faire vacciner », a-t-il martelé. Il a, par ailleurs, indiqué que ses effets secondaires sont à négliger.

Pour sa part, le représentant de l'Unicef, Édouard Beigbeder, a salué l'arrivée et la remise de ce vaccin au gouvernement de la RDC.

Pour le Dr Eteni Longondo, la RDC figure parmi les premiers pays d'Afrique à recevoir ces vaccins. La première phase de la campagne de vaccination contre la Covid-19 cible les quatre provinces les plus touchées, à savoir Kinshasa, le Nord-Kivu, le Kongo-central et le Haut-Katanga.

Blandine Lusimana

## RAPPORT CEMF

## La croissance économique de la RDC négative de 1,7 % en 2020

Le rapport du Centre d'étude et de réflexion sur le monde francophone (CERMF) fait état d'un ralentissement assez limité de l'économie rd-congolaise. Un an plus tôt, avant d'être frappé de plein fouet par la crise sanitaire à l'instar d'autres économies de l'espace francophone, le pays affichait tout de même 4,4 % de croissance.

L'ensemble de la région d'Afrique centrale francophone a connu une forte baisse de la croissance, passant globalement de 2,2 % à 3,3 %. Le Cameroun, avec des perspectives de variation annuelle du PIB deux fois plus favorable que celles du Nigéria, a enregistré un ralentissement (2,5 %). Comme en RDC, il s'agit d'un recul assez limité. « Il n'en demeure pas moins que le taux de 1,7 % de la République démocratique du Congo (RDC) reste plutôt décevant pour un pays qui se classe parmi les plus pauvres du continent (581 dollars par habitant, début 2020) », commente les experts. Le document indique également des croissances à la baisse pour la Côte d'Ivoire (6,9 % en 2019 ; 1,8 % en 2020) et le Sénégal (5,3 % en 2019 ; 0,7 % en 2020).

Par ailleurs, le rapport d'une vingtaine de pages porte une attention particulière sur la situation du commerce extérieur dans la sous-région. Il en ressort une faible présence de la France par exemple dans le pays, une situation d'autant plus paradoxale que la RDC passe pour le premier pays francophone du monde. L'hexagone ne représente que le 11<sup>e</sup> fournisseur et le 24<sup>e</sup> client, soit moins de 2 % du commerce annuel du pays. Par contre, le partenaire chinois vient devant la France, avec des importations et exportations confondues représentant environ 30 % du commerce extérieur annuel de la RDC. « Cette situation en dit long sur la méconnaissance dont souffrent nombre d'acteurs économiques tricolores au sujet du monde francophone, et ce, au plus grand bénéfice d'autres puissances ».

Toutes les études internationales s'accordent à reconnaître que le contexte international devrait être favorable à un redémarrage progressif de l'activité au cours de l'année 2021. « L'Afrique subsaharienne francophone devrait une nouvelle fois être la partie la plus dynamique du continent en 2021, tout en en demeurant la partie la moins endettée ». Il y a aussi des événements plus africains qui méritent d'être pris en compte. Le rapport fait état par exemple de la mise en place progressive de la Zone de libre-échange continentale africaine entamée en janvier 2021. « La hausse des échanges entre pays africains ne dépend pas seulement de l'abaissement ou de l'élimination des barrières douanières entre ces mêmes pays, mais également et surtout de la capacité de ces derniers à produire des biens et services ».

Selon le rapport, l'expérience confirme que les pays de la zone UEMOA, qui bénéficient déjà d'une vaste zone de libre-échange doublée d'une monnaie unique, n'ont vu leurs échanges que faiblement augmenter à l'intérieur de cet espace. Pour réussir cette intégration, il faudrait poursuivre les réformes économiques. Nous y reviendrons.

Laurent Essolomwa

**« Le gouvernement ne peut pas homologuer un vaccin qui va tuer le peuple congolais. Ce vaccin est parmi les moyens le plus efficace pour lutter contre une épidémie. Le vaccin n'est pas pour les piéger, non plus pour les contrôler ».**

## HYDROCARBURES

## Les experts transmettent le rapport de leurs travaux au ministre

Ces documents vont servir de boussoles pour les experts, les investisseurs et le gouvernement.

Le ministre d'état chargé des Hydrocarbures, Ruben Mikindo Muhima, a clôturé, le 3 mars, les travaux des constitutions des dossiers géologiques des seize blocs gaziers et des trois blocs pétroliers lancés depuis le 20 octobre 2020. Au cours d'une cérémonie organisée dans son cabinet de travail, il a réceptionné les dossiers élaborés par les experts sous la conduite de son directeur de cabinet Sabra Mpoyi Wa Mpoyi. «Aujourd'hui c'est pour moi une fierté et un honneur de recevoir solennellement le rapport de vos travaux, fruit de l'abnégation et de la détermination de tous, il s'agit d'un document de cent pages comme vous pouvez le constater qui comprend les dossiers géologiques pour



chacun des blocs sélectionnés », s'est réjoui Ruben Mikindo. Il a de ce fait indiqué que ces documents vont servir de boussoles pour les experts, les

investisseurs et le gouvernement à chaque fois qu'il sera question des blocs concernés. D'après le patron des hydrocarbures, la clôture de ces tra-

Le ministre et les experts du secteur vaux est une étape importante qui ouvre la voie à des attributions des appels d'offres pour la distribution des droits des hydrocarbures. Rubens

Mikindo a émis le vœu de voir ce dossier être inscrit sur la liste des priorités du prochain gouvernement. «J'espère que les fonds promis seront décaissés en urgence pour faire de la RDC un véritable pays pétrolier. Le gouvernement doit investir dans l'amont pétrolier qui passe par attribution des hydrocarbures à des investisseurs congolais ou étrangers financièrement et techniquement compétent », a-t-il souhaité. Le ministre des Hydrocarbures a également saisi la balle au bond pour offrir au Secrétariat général aux hydrocarbures une jeep neuve et deux autres à la brigade nationale de suivi de marquages moléculaires des produits pétroliers.

Christopher Khonde

**LIBRAIRIE LES MANGUIERS**

Un Espace de Vente  
Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE  
(africaine, française et italienne)  
Essais, Romans, Bandes dessinées, Philosophie, etc.

Un Espace culturel pour vos Manifestations  
Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces, Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso immeuble Les Manguiers (Mpié), Brazzaville République du Congo.

Horaires d'ouverture:  
Du mardi au samedi de 10h à 19h

## COOPÉRATION SINO-CONGOLAISE

## L'ambassadeur Zhu Jing chez M'bosso Kodja

La Chine est prête à renforcer les échanges et la coopération avec la RDC afin de partager le savoir-faire sur la bonne gouvernance.



Zhu Jing, M'bosso N'kodia et Jean-Marc Kabund

Dans le souci de renforcer les relations sino-congolaises et de colmater la coopération entre la RDC et la Chine, l'ambassadeur de la Chine en RDC, Zhu Jing, a été reçu en audience, le 3 mars, par le speaker de l'Assemblée nationale. Faisant d'une pierre deux coups le diplomate chinois a profité de sa visite pour féliciter les membres du nouveau bureau pour leurs élections.

Les échanges entre le diplomate chinois et le président de l'Assemblée nationale ont porté sur la consolidation des relations entre les Parlements congolais et chinois. «La Chine est prête à renforcer les échanges et la coopération pour construire ensemble l'état de droit afin de partager le savoir-faire sur la bonne gouvernance », a déclaré à la presse l'ambassadeur Zhu Jing. L'hôte de M'bosso Kodja a été reçu en présence de Jean Marc Kabund-Kabund, premier vice-président de la chambre basse du Parlement qui représenté les autres membres du bureau de ladite chambre.

Christopher Khonde

## COMMUNIQUE DE LA COORDINATION NATIONALE DE GESTION DE LA PANDEMIE DE CORONAVIRUS COVID-19 SUITE A SA REUNION DU MERCREDI 3 MARS 2021

Il s'est tenu le mercredi 3 mars 2021, de 16h00 à 17h30, par visioconférence et sous la très haute autorité de son Excellence, Monsieur Denis Sassou N'Gusso, président de la République, chef de l'Etat, la 17e réunion de la Coordination nationale de gestion de la pandémie de coronavirus Covid-19.

A été invité à se joindre aux membres de la Coordination nationale le professeur Fidèle Yala, président du Comité d'experts, le professeur Abena, vice-président, étant excusé.

Deux points étaient inscrits à son ordre du jour, à savoir :  
- L'examen du 17<sup>e</sup> Rapport de la Task Force à la Coordination nationale de gestion de la pandémie de coronavirus Covid-19 ;  
- Les recommandations de la Coordination nationale.

### I/ - De l'examen du 17e Rapport de la Task Force près la Coordination nationale de gestion de la pandémie de coronavirus Covid-19

Invité par le président de la République à prendre la parole, M. Gilbert Ondongo, ministre d'Etat, Ministre de l'Economie, de l'Industrie et du Portefeuille public, président de la Task Force, a indiqué à la Coordination nationale que la lutte contre la propagation de la pandémie du coronavirus Covid-19 est désormais arrivée à un tournant avec les campagnes de vaccination contre la maladie.

A ce jour, près de 200 millions de personnes dans le monde ont au moins reçu la première dose de vaccin contre la Covid-19. Cependant, dans ses deuxième et troisième vagues, la Covid-19 continue de surprendre et de faire très mal à l'humanité. Au 1er mars 2021, le nombre des personnes contaminées à la Covid-19 dans le monde s'élève à plus de 115 millions tandis que celui des décès a dépassé 2,5 millions.

Malgré plus de 52 millions de personnes déjà vaccinées, les Etats-Unis d'Amérique restent le pays le plus atteint par la pandémie, totalisant 29 millions de contaminations et plus de 513.000 décès.

L'Afrique a, quant à elle, subi le déferlement de la deuxième vague de la pandémie. Cependant, depuis le début du mois de février 2021, on observe une accalmie. Comme pour les autres continents, la vaccination y est en cours, à une moindre échelle. En effet, près de 4 millions de personnes y ont reçu la première dose de vaccination.

L'Afrique du Sud, très affectée par un nouveau variant local, demeure le pays le plus concerné du continent par la pandémie du coronavirus. Elle enregistre plus d'1 million 500 mille personnes contaminées et plus de 50.000 décès. Toutefois, on y observe une tendance récente à une diminution de la contamination.

Dans notre sous-région, le Cameroun a déclaré à l'OMS au 25 février 2021, 33.749 personnes contaminées pour 523 décès sur 26 millions d'habitants. Le Gabon déclare 13.884 malades et 76 décès pour 2,2 millions d'habitants. La Guinée équatoriale a dénombré 5.852 personnes malades et 91 morts sur une population de 1,4 million d'habitants. Avec une population de 14,4 millions, le Tchad comptait 3.849 malades pour 134 décès; l'Angola, avec 32,9 millions d'habitants, totalisait 20.519 personnes contaminées et 499 morts. Enfin la République démocratique du Congo enregistrait 25.080 malades pour 700 décès, pour une population de 89,5 millions d'habitants.

Dans notre pays, les données collectées attestent du fait que le virus continue de circuler activement à Brazzaville. Toutefois, et dans l'ensemble, la décrue de la maladie amorcée en janvier s'est poursuivie en ce mois de février 2021.

### EVOLUTION DE LA SITUATION EPIDEMIOLOGIQUE NATIONALE

#### 1. L'EVOLUTION D'ENSEMBLE AU MOIS DE FEVRIER ET DEBUT MARS

La décrue de l'épidémie de Covid-19 amorcée en janvier 2021 s'est poursuivie en février. Le nombre de malades et celui des décès enregistrés dans le pays sont en baisse. Le taux de positivité fléchit légèrement et passe à 6% au mois de février 2021.

Sur l'ensemble du territoire, on ne comptait, en date du 26 février 2021, que 66 malades hospitalisés dont 50 à Brazzaville. Un mois plus tôt, soit le 28 janvier 2021, ils étaient 151 dans les différentes structures sanitaires du pays.

Suivant les indications du ministère de la Santé, du 14 mars 2020 au 3 mars 2021, notre pays a recensé au total 9.179 cas positifs à la Covid-19, sur un peu plus de 100.000 personnes testées, soit un taux de positivité national de 8,8%. Au 22 février, 7.514 personnes étaient déclarées guéries et 1.178 cas actifs étaient comptabilisés ; 131 décès sont à déplorer depuis le 14 mars 2020, soit un taux de létalité de 1,45%.

#### 2. L'EVOLUTION DE L'EPIDEMIE PAR DEPARTEMENT

Les départements de Brazzaville et de Pointe-Noire restent de très loin les plus concernés par l'épidémie de Covid-19. On comptabilise en leur sein 93% des personnes contaminées. Brazzaville demeure le département qui paie le plus lourd tribut à la Covid-19, les 98 cas supplémentaires répertoriés depuis février ayant essentiellement été relevés dans notre capitale. Notre capitale concentre plus de 66% du total des personnes déjà contaminées. Durant les trois premières semaines du mois

de février, on y a dénombré 728 nouvelles contaminations sur un total de 852 (hors établissements scolaires) pour l'ensemble du pays. Bien plus grave, la maladie circule à un rythme assez élevé à Brazzaville (9,88% de taux de positivité).

Le département de Pointe-Noire a enregistré moins de la moitié (2.341) du nombre des personnes contaminées si on le compare à Brazzaville (5.860). Le département de Pointe-Noire compte 26,54% du total des personnes contaminées.

En février, le nombre de personnes contaminées est ressorti à 124 contre 728 à Brazzaville. Le taux de positivité à Pointe-Noire est de 4,71%.

Si l'on doit déplorer le niveau relativement élevé de circulation de la maladie à Brazzaville (près de 10% de taux de positivité), on peut en même temps se satisfaire de la faible propagation de l'épidémie en milieu scolaire (moins de 2% de taux de positivité).

### PREPARATION DE LA VACCINATION

Le Comité ad hoc de la vaccination contre la maladie à coronavirus Covid-19 a produit son premier rapport, portant sur l'évaluation des offres et le choix du type de vaccin. Ce rapport, examiné par la Coordination nationale, passe en revue les caractéristiques biologiques des différents vaccins utilisés à travers le monde, en indique les coûts d'acquisition pour le Congo, propose une répartition d'utilisation des différents vaccins en fonction du taux de couverture vaccinale optimale visé et des offres faites par les Etats partenaires ainsi que par les organisations internationales.

La Coordination nationale a été informée des caractéristiques biologiques des différents vaccins déjà mis sur le marché mondial.

La Coordination nationale, tenant compte des informations mises à sa disposition par le Comité ad hoc de vaccination, a recensé les offres suivantes :

don de l'Etat chinois de 100.000 doses du vaccin << Sinopharm >> ; facilité des Emirats Arabes Unis pour 1.000.000 de doses du vaccin << Spoutnik V ( Gamaleya ) >> à acquérir ; facilité de l'Union africaine pour les vaccins << Pfizer / BioNtech >> et << Johson & Johnson >> ; facilité de l'Union Africaine et COVAX pour le vaccin << AstraZeneca >>.

Les conclusions du Comité ad hoc indiquent que la mise en œuvre de ces différentes offres permettrait de vacciner 1.757.274 personnes, soit 30,39% de la population totale.

Il resterait à couvrir 1.711.632 autres personnes pour atteindre l'objectif d'une couverture vaccinale de 60% du total de la population congolaise. La coordination nationale a examiné les différents schémas techniques et financiers qui permettraient d'atteindre cet objectif.

Enfin, pour atteindre une couverture vaccinale de 60% de la population et compte tenu des éléments scientifiques soumis à son examen, la Coordination nationale, tenant compte des caractéristiques biologiques, de l'efficacité, des coûts, des conditions logistiques et des offres, suggère au gouvernement les deux types de vaccins suivants :

le vaccin Spoutnik V ; le vaccin Sinopharm.

La Coordination nationale a retenu le fait qu'en tout état de cause, la campagne nationale de vaccination devrait pouvoir démarrer autour du 15 mars 2021, selon des modalités qui seront rendues publiques dans les meilleurs délais.

Compte tenu des offres en présence, la Coordination nationale invite le gouvernement à se mettre en relation avec les autorités chinoises, afin d'explorer toutes les pistes possibles en vue de l'éventuelle acquisition du vaccin produit par ce pays. D'autre part, le choix du vaccin Spoutnik V dans le cadre de la facilité proposée par les Emirats arabes unis, est retenu dans son principe, les modalités pratiques de son acquisition devant être discutées avec les autorités compétentes de ce pays dans les tout prochains jours ;

Enfin, et bien entendu, les autorités nationales resteront attentives aux développements de l'initiative COVAX, dont le Congo est membre à part entière.

### II/ - Des recommandations de la Coordination nationale 1. EN RAPPORT A LA VACCINATION

- Faire venir au Congo, dans les meilleurs délais, le don de l'Etat chinois composé de 100.000 doses de vaccins Sinopharm.

- Autoriser les Forces armées congolaises à accomplir toutes les démarches nécessaires à l'obtention d'au moins 100.000 doses de vaccins Sinopharm, au titre du don que se propose de leur fournir l'armée populaire de libération de Chine.

- Accepter la facilité proposée par les Emirats arabes unis qui consiste à acquérir auprès d'eux 1.000.000 de doses du vaccin Spoutnik V, selon les modalités à convenir d'accord commun.

- Accélérer le processus d'entrée en possession, le plus tôt possible, des doses de vaccins fournies dans le cadre des facilités dites COVAX et de l'Union africaine.

- Rendre prioritaire l'acquisition par l'Etat des vaccins Spoutnik

V et Sinopharm pour la vaccination de la population cible non couverte par les dons et facilités internationaux.

- Démarrer la vaccination autour du 15 mars 2021.

- Se prononcer dès que possible sur les catégories de la population devant recevoir prioritairement les 100.000 doses du vaccin Sinopharm et le million de doses du vaccin Spoutnik V résultant de l'acceptation de la facilité proposée par les Emirats arabes unis.

### 2. QUELQUES NOUVELLES RECOMMANDATIONS EN RAPPORT AVEC LES NECESSITES DE LA PREVENTION

- Obliger, sous peine de forte amende, les transporteurs en commun (autocars, taxis, trains, bateaux, hélicoptères et avions) et privés (voiture, bateaux et avions privés) à exiger de tout passager à bord le port conforme du masque de protection individuelle.

- Exiger des gérants des bars, restaurants et autres lieux de rassemblement de privilégier l'accueil des clients ou du public en extérieur et d'aérer des espaces d'intérieur lorsqu'ils reçoivent de la clientèle ou du public.

- Demander aux organisateurs des << meetings >> et autres réunions politiques de veiller eux-mêmes au respect des mesures barrières par l'ensemble des participants, sous peine de forte amende.

### 3. DECISIONS RECONDUITES

- Proroger l'état d'urgence sanitaire pour une nouvelle période de vingt (20) jours, à compter du 5 mars 2021.

- Maintenir le couvre-feu à Brazzaville et à Pointe-Noire, de 23 heures à 5 heures pendant les jours ouvrés, et de 20 heures à 5 heures le samedi et le dimanche ainsi que les jours fériés.

- Adapter et poursuivre les campagnes de sensibilisation et de prévention.

- Faire observer, partout et par tous, toutes les mesures barrières.

- Rendre obligatoire le port conforme du masque de protection par chaque personne participant à un rassemblement à caractère politique.

- Mettre à la disposition de tous les participants à un rassemblement à caractère politique de l'eau avec du savon ou des solutions hydroalcooliques désinfectantes. Et ce, à la charge des organisateurs.

- Organiser des rassemblements à caractère politique sur des espaces ouverts.

- Faire respecter, autant que possible, la distanciation physique entre les participants à un rassemblement à caractère politique.

- Organiser régulièrement le dépistage des personnes les plus exposées au risque de contamination.

- Réaliser régulièrement les tests rapides antigéniques nasopharyngés dans tous les départements du pays pour le dépistage de routine de la Covid-19 ;

- Interdire l'utilisation des tests rapides antigéniques salivaires dans les points d'entrée au Congo.

- Interdire l'utilisation des tests sérologiques rapides pour le diagnostic de SARS-COV-2.

Limiter à cinq jours (lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi) l'ouverture des marchés domaniaux à Brazzaville et à Pointe-Noire.

- Faire respecter les gestes barrières pendant le déroulement de tout événement familial.

- Maintenir la fermeture des boîtes de nuit et autres lieux de danse.

- Faire exercer les contrôles sanitaires et ceux de la force publique à l'entrée et à la sortie de toutes les villes du pays.

- Exiger la présentation, à la frontière, d'un test PCR négatif pour tous les passagers au départ du Congo, à l'exception des enfants de moins de dix (10) ans.

- Exiger la présentation, à la frontière, d'un test PCR négatif de moins de 72 heures pour tous les passagers arrivant au Congo, à l'exception des enfants de moins de dix (10) ans.

- Interdire les promenades en groupe de plus de trois personnes sur les voies et espaces publics, notamment la corniche et les alentours des stades de Brazzaville ainsi que les bords de l'océan atlantique à Pointe-Noire et dans le Kouilou.

- Interdire l'installation sur la voie et les espaces publics de chapiteaux destinés à accueillir des personnes.

- Limiter à dix (10) le nombre des membres d'une famille appelés à participer à la levée du corps, à la morgue, d'un parent décédé, en voie d'inhumation.

- Limiter le nombre de corps à inhumer par jour.

### Fait à Brazzaville, le 3 mars 2021

Pour la Coordination nationale de gestion de la pandémie de coronavirus Covid-19

Le ministre de la Communication et des Médias, porte-Parole du gouvernement.



## JUDO

## Me Aya Caloger appelle les judokas au calme

Dans une déclaration tonitruante publiée le 3 mars à Brazzaville, l'un des membres du comité de normalisation de la Fédération congolaise de judo et disciplines associées (Fecojuda), Me Aya Caloger, a invité les acteurs de ce sport à placer leur confiance en l'Etat congolais, représenté par le ministère des Sports et de l'Education physique

En présence de plusieurs judokas de diverses catégories désireuses de voir terminée de façon définitive la crise qui mine la Fecojuda depuis plusieurs années, Me Aya Caloger a, de manière responsable, invité le ministère des Sports et de l'Education physique puis le comité national olympique et sportif congolais à frapper sur la table.

Selon lui, l'impartialité, la patience, la haute sagesse du ministre des Sports et du président du comité olympique conduiront demain le judo congolais vers une assemblée générale électorale de sortie de crise apaisée, respectueuse des textes en vigueur, notamment la circulaire ministérielle, 00455 et respectueuse des institutions de la République.

Sur instruction des grands maîtres du judo congolais, à savoir Alexandre Mackaya, Pascal Ngassaki, Pascal Ndinga, Adamo Yaya et Ngoma Moukoko, il a transmis un message d'apaisement à l'endroit des présidents des ligues départementales de judo, aux présidents des clubs de judo et aux judokas de la diaspora. « Qu'ils soient rassurés de la confiance et du respect que nous avons vis-à-vis de la République



et de notre ministre de tutelle, monsieur Hugues Nguélondé et de son partenaire reconnu sur le plan mondial, qui n'est autre que le comité national olympique et sportif congolais, dirigé à ce

jour avec une grande sagesse, par le Patriarche Raymond Ibata », indique-t-il.

Il pense par ailleurs que face au tumulte que suscite à ce jour le courrier datant du 26 février 2021 de Jean Luc Rouge, secrétaire général

de la fédération internationale de judo, qui reconnaît implicitement un imposteur comme président de la fédération congolaise de judo, il est nécessaire d'inviter une fois de plus les judokas congolais à respecter et

à placer leur confiance en l'Etat, notamment à celui qui a été nommé à la tête du département des sports et de l'éducation physique par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, chef suprême des arts martiaux.

« Sur la lettre de monsieur Jean Luc Rouge, de droit le pouvoir revient au ministre en charge des Sports et à son partenaire, le comité olympique, de répondre respectueusement à ce partenaire international, tout en lui signifiant le respect de la charte des bonnes relations entre les Etats et les instances internationales ».

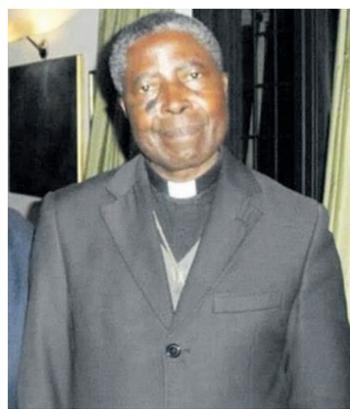
Pour conclure, il rappelle aux judokas qu'à la fin de chaque olympiade le pouvoir de valider une assemblée générale électorale revient de droit au Comité national olympique et sportif congolais, en association avec le ministère des Sports et de l'Education physique. Ce sont ces deux instances qui produisent un rapport conjoint de la tenue de chaque assemblée électorale, rapport qui sera ensuite transmis aux instances internationales de chaque fédération nationale.

Rude Ngoma

## RELIGION

## Mgr Bernard Nsayi sera inhumé en Italie

L'évêque émérite de Nkayi dans le département de la Bouenza, monseigneur Bernard Nsayi, décédé à l'âge de 78 ans, dans la nuit de jeudi 11 à vendredi 12 février au Centre Polyclinique Gemelli de Rome, sera enterré en Italie.



Après moult tractations administratives en ce temps de pandémie de Covid-19 pour le rapatriement du corps au Congo, la Coordination de la fraternité congolaise de Rome s'est résolue de porter en terre italienne, à Rome, l'évêque émérite de Nkayi.

Ainsi, les obsèques auront lieu le samedi 13 mars prochain à la paroisse St Lorenzo Fuori le Mura, à 15 h.

La coordination exprime sa profonde gratitude pour la communion de prières, qu'elles soient individuelles ou communautaires, adressées à Dieu pour l'âme du fervent serviteur de l'évangile et la franche collaboration de tout un chacun.

Marie Alfred Ngoma

## CHAMPIONNAT NATIONAL DIRECT LIGUE 1

## Diablos noirs et Etoile du Congo se quittent bons amis

Diablotins et Stelliens n'ont pas pu se départager, le 3 mars, au stade Alphonse-Massamba-Débat dans le choc de la 9<sup>e</sup> journée. Les deux formations se sont contentées d'un nul blanc(0-0) qui n'arrange personne.

Au terme de la rencontre, il n'y avait aucun sourire sur le visage des joueurs. Mais que des regrets d'avoir tout donné pour soit s'affirmer ou s'installer à la deuxième place, sans pourtant être récompensé. Et pourtant dans ce choc, les occasions n'ont pas manqué. Seulement le manque de réalisme d'un côté et les buts refusés pour une position irrégulière d'une part ont ramené les deux équipes à la triste réalité, à savoir personne ne pouvait prendre le dessus sur l'autre.

Van Ondzono était le premier à le constater. Lancé à la 6<sup>e</sup> minute, après une passe en profondeur de Matheus Botamba, il pensait ouvrir le score, mais le but a été annulé pour une position de hors-jeu. Les Diablos noirs se montraient dangereux sur un coup franc parfaitement tiré par Hardy Binguila à la 27<sup>e</sup> minute en y mettant de la puissance. Chancel Massa, vigilant, s'est bien détendu pour écarter la frappe en corner. Joe Ombandza, lui aussi inspiré, se mettait à l'évidence, en sortant le coup franc de Mignon Etou Mbon quatre minutes après. Ni la belle reprise de Judea Mouandzibi qui fuyait le cadre à la 40<sup>e</sup> minute et Van Ondzono trop court pour couper un ballon de but à la 43<sup>e</sup> minute, les attaquants stelliens ont manqué de réalisme.



En face, les Diablotins vont, eux aussi, nourrir quelques regrets. Charles Kalonji pensait aussi donner l'avantage aux siens, mais son but est également annulé pour une position de hors-jeu. Le coup franc d'Hardy Binguila s'écrase sur l'équerre du poteau de Massa à la 62<sup>e</sup> minute. Les Diablos noirs se sont vu refuser un autre but pour une position de hors-jeu à la 73<sup>e</sup> minute.

Les deux équipes gardent, toutefois, le même écart d'un point. Les Diablotins comptent 17

points contre 16 pour les Stelliens. Mais l'écart avec le leader reste le principal souci. « Ce qui est à retenir est la qualité de jeu. Cela reste un classico, le réalisme a manqué certes, mais un match comme celui-ci est difficile d'avoir beaucoup de buts. En face, pointe une bonne équipe qui a une bonne circulation du jeu et de notre côté on a su faire face, en trouvant de moyens de ne pas encaisser. Nous sommes déçus de ce résultat, parce qu'il y a

l'écart qui pourrait se creuser avec l'As Otohô », a commenté Danh Nsondé, l'entraîneur des Diablos-Noirs. « C'était un très bon match tactiquement physique et très engagé. C'est logique que cela se termine par ce score. Je félicite le coaching de Danh pour la stratégie mise en place pour nous contrearrer. Nous avons manqué de réalisme », a estimé Elie Roger Ossiété, le coach de l'Etoile du Congo.

James Golden Eloué